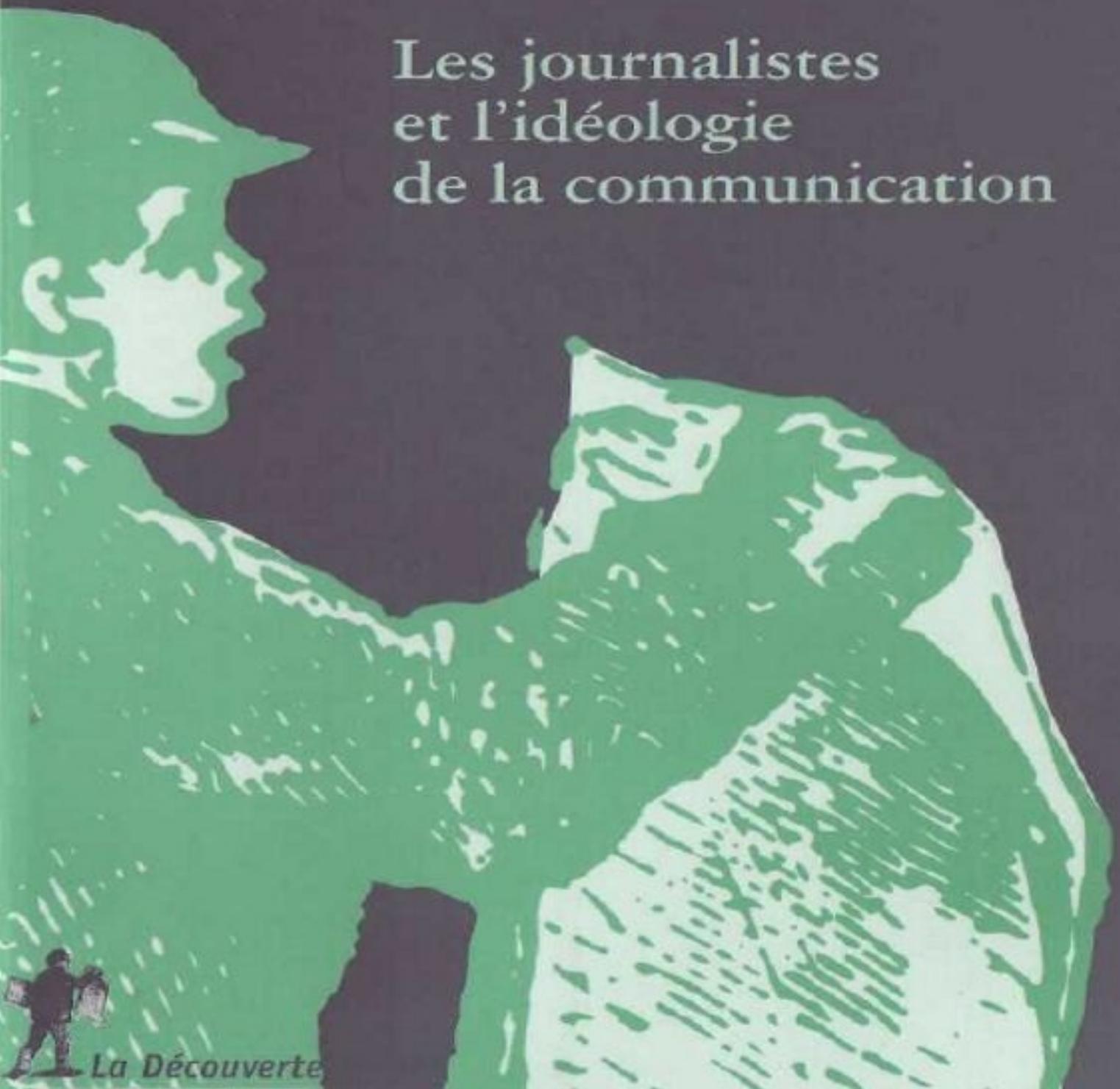


Florence Aubenas
Miguel Benasayag

La fabrication de l'information

Les journalistes
et l'idéologie
de la communication



La Découverte

sur le vif

Florence Aubenas et Miguel Benasayag

La fabrication de l'information

Les journalistes et l'idéologie de la communication

Introduction

Après avoir longtemps cru qu'une chose est vraie « parce qu'elle est écrite dans le journal », la conviction populaire s'est inversée. De paroles sacrées, les nouvelles données par la presse se sont faites, aux yeux de ceux qui les lisent, forcément fausses, ou toujours suspectes. En se branchant sur le journal télévisé, la première curiosité est devenue : « Qu'est ce qu'ils veulent encore nous faire croire ? » Il n'y a aujourd'hui plus une analyse de taux de lecture ou d'Audimat qui n'ait intégré cette méfiance dans ses évaluations. Quelle radio préférez-vous ? Et laquelle trouvez-vous la plus fiable ?

Ce renversement n'est sans doute qu'un des symptômes d'une modification plus vaste des médias et de leur rôle. Dans toute la période de l'après-guerre, le fait de « révéler » fut pour la presse une gloire et un devoir sacré. Dévoiler les rouages secrets d'une affaire judiciaire ou les manipulations cachées d'un régime, c'était défendre la liberté d'opinion, combattre pour la démocratie. Divulguer l'existence des déportations dans le Cambodge de Pol Pot ou l'affaire du Watergate constituait, pour un journaliste, une forme de combat politique et professionnel. Cet engagement reposait et repose toujours sur l'acroyance qu'une dénonciation publique va forcément changer les choses.

Aujourd'hui, il n'est plus que quelques dictateurs perdus ou une poignée de corrompus pour être convaincus qu'un gros titre dans la presse pourra ébranler leur empire et qu'il leur faut couvrir d'ombre leurs actions. Paradoxalement, sous ses habits de modernité, Internet ressemble à sa façon à un nouveau sursaut de cette même vieille certitude : voilà enfin le réseau qui va permettre à chacun d'entre nous d'accéder aux fameuses informations que les puissants tentent de nous dissimuler...

Cela fait pourtant longtemps qu'un certain nombre de régimes autoritaires ont compris que la Une d'un journal ne change pas vraiment le cours des choses. Prenons Kaboul ou Pékin. L'un et l'autre ont été accusés non pas une fois, non pas deux fois, mais à des dizaines de reprises de violer ce qu'il est convenu d'appeler les droits de l'homme. Se sont-ils adoucis pour autant ? En Chine, les arrestations ne se font même plus de façon clandestine. Les caméras, même dissidentes, filment ou évoquent les rafles. En Afghanistan, l'application de la justice des talibans, qui coupent les mains ou distribuent le fouet, a lieu devant des stades bondés et les agences de presse internationales qui y assistent en donnent de temps en temps le compte rendu. L'étalage médiatique de la force fait désormais partie de l'arsenal de répression ou de dissuasion. Il faut bien constater que laisser voir une situation provoque rarement autre chose que quelques vagues protestations d'instances internationales ou une poignée de pétitions.

Au contraire, un pouvoir qui agit ouvertement, même dans l'injustice, sera crédité d'au moins une valeur : la transparence. Ce n'est pas rien, c'est même l'essentiel. Un homme ou un État « transparent » ne peut être tout à fait mauvais, pense-t-on. Le terme vit d'ailleurs une existence brillante. Plus de réformes ni de combats qui ne soient menés sous son étendard. Les organisations internationales recommandent à certains pays de se plier à des « élections transparentes », la loi sur le financement électoral sera baptisée celle de la transparence.

En dehors des trésoriers des partis politiques, rares sont ceux qui aujourd'hui pourraient décrire les mécanismes ou la philosophie d'un tel texte, savoir s'il répond ou non à l'idéal républicain d'un scrutin impartial et représentatif. En revanche, chacun sait que récolter de l'argent en secret est désormais la faute la plus grave. Sera jugé malin un homme politique qui s'enrichit par une bonne grosse opération boursière, même si les conséquences de celle-ci se révèlent dramatiques pour un pays ou une

entreprise. En revanche, s'il accepte, en cachette, un voyage à Tahiti offert par une entreprise, il deviendra l'incarnation du mal absolu.

La transparence s'est aujourd'hui imposée comme la norme centrale de notre société. La figure du bien passe par le fait de pouvoir être montré. Plus généralement, pour qu'une situation puisse être exposée, il faut qu'elle soit avant tout représentable, qu'elle puisse apparaître. La presse s'est fait le gendarme de cette norme. Par là, elle contribue à construire et reconstruire chaque jour le monde.

Le travail d'un journaliste ne consiste souvent plus à rendre compte de la réalité, mais à faire entrer celle-ci dans le monde de la représentation. Ce phénomène nous a conduits à vouloir envisager la presse non plus comme une des pièces de notre système, mais comme un univers en soi, autonome, avec ses codes, ses images, son langage, ses vérités. En prenant ce chemin, le but n'est pas de désigner en coupable idéal et universel, une presse omnipotente : le monde de la communication est devenu trop complexe pour n'impliquer qu'une seule catégorie socioprofessionnelle. Nous participons tous aujourd'hui au monde de la communication.

Les journaux se retrouvent en effet dans une étrange posture. Ils n'ont jamais été autant sollicités qu'au moment même où les critiques les plus dures s'accumulent sur leurs têtes. Quelle que soit son opinion des journalistes, la plus microscopique association se donne généralement pour premier objectif de décrocher une « couverture médiatique ». Bref, tout le monde sait aujourd'hui que les journaux reflètent moins la réalité que la représentation qu'ils en ont créée, mais chacun veut pourtant y être présent. « Passer à la télé » est devenu une étape acceptée pour qui veut aujourd'hui «exister».

Donner naissance à une autre presse est aujourd'hui l'affaire de tout le monde, ceux qui la font, ceux qui y apparaissent, ceux qui la lisent.

Du monde et de ses habitants

La révolution ratée

Comme les passagers d'un avion fortuitement réunis pour le temps d'un voyage, des pays de tous les continents et des hommes de tous les bords se retrouvent chaque jour serrés au coude à coude, dans une intimité de circonstance qu'on appelle les «actualités». Voilà le monde aujourd'hui, dit le journaliste. Il bouillonne certes de drames, de violences, de quelques gros bonheurs, mais chacun a sa place, bien installé. Pour celui qui le regarde, appelons-le un lecteur, un espace si soigné n'est pas forcément rassurant. On lui montre une Terre carrée et lui sait qu'elle est ronde. Elle ne peut être la réalité, elle est forcément une construction, se dit-il. Entre deux guerres, pourquoi le Kosovo et pas la Sierra Leone ? Entre deux pourris, pourquoi ce ministre et pas ce député ?

À chaque débat sur la presse, le public ne manque ainsi jamais de poser, sous toutes ses formes possibles, sa question favorite : « Qui vous a ordonné de faire un article sur tel sujet ? Dans quel but ? » La plupart des lecteurs sont intimement persuadés que ces choix ne sont en tout cas pas spontanés. Ils imaginent une salle de rédaction comme une sorte de réceptacle où, dans une ambiance plus ou moins hystérique, afflueraient tout à la fois des informations confidentielles et des pressions venant des grands de ce monde. Les directeurs des journaux oscilleraient entre ces deux pôles, ce qu'ils savent et ce qu'ils peuvent dire. Tantôt, on soutiendra qu'il existe une censure du pouvoir économique, tantôt une autocensure idéologique. Ou l'inverse. Ou les deux.

Récemment, certains intellectuels ont pourfendu avec brio la connivence tissée entre les journalistes et les cercles du pouvoir. Plus besoin, selon eux, de lutte d'influence, au sens traditionnel du terme : gouvernants et hommes de médias appartiennent à un même monde, dont les uns et les autres défendent, chacun à leur façon mais tout aussi naturellement, les intérêts et les décisions. Entre le trop-dit et le pas-assez-dit, toutes ces critiques se rejoignent pourtant sur l'analyse. Si la presse fait des choix, ils obéissent forcément à une stratégie, subie ou voulue. Celle-ci est décelable lorsque les journaux font des excès, se «trahissent» en quelque sorte. Ainsi, tous les journaux ont-ils soutenu les accords européens de Maastricht : trop gros pour être honnête. C'est bien le signe d'une conjuration avec une partie de la classe politique qui milite dans le même sens. Il suffirait donc de remplacer ces journalistes par d'autres, ou ces décisions par d'autres, pour arriver à une information enfin dosée avec justice et justesse.

Peut-être faut-il voir les choses avec davantage de modestie. Les journalistes ne reçoivent pas tant de coups de téléphones que ça. Ils sont même plutôt rares, et les dîners en ville aussi. Le fait qu'un rédacteur en chef ait un fils qui passe le baccalauréat va sans doute jouer un rôle plus important dans le traitement du dossier «éducation» que la réforme du ministre ou l'amitié qui lierait ce dernier à un journaliste. La presse est bien sa principale maîtresse. Elle fonctionne comme une grosse mécanique, qui bat sa propre monnaie. Elle réagit plus en fonction de ses propres règles que manœuvrée par une tactique.

Chaque journal ou chaîne de télévision va bien sûr avoir ses couleurs, son ton, son style. En ce sens, Le Figaro et CNN, El Pais et Le Quotidien d'Oran n'ont absolument rien à voir. À propos d'un même événement, leurs analyses ou leurs angles de vue ont de grandes chances d'être radicalement opposés. Les directeurs de journaux sont entre eux plus friands de polémiques que de consensus.

Pour, contre, oui mais. Ferrailleurs, étonnons, prenons le lecteur à rebrousse-poil. On peut déployer toute la gamme des points de vues et certaines revues de presse se fixent pour mission d'agiter cet éventail-là. Pour autant, cette apparente diversité cache bien un profond accord. On a le droit de tout dire, mais à condition de parler de la même chose. De Londres à Tokyo, tous les journaux du monde vont généralement traiter le même événement et en lui accordant, la plupart du temps, une importance comparable. D'accord ou non avec la ligne politique de Hillary Clinton, la presse mondiale en chœur a fait grand cas en 1999 de sa candidature aux prochaines élections sénatoriales américaines.

Chaque correspondant à Washington s'est creusé la tête pour savoir de quelle façon aborder le «sujet», comment se montrer plus iconoclaste, plus drôle ou au contraire plus profond que son concurrent. Tout ou presque peut aujourd'hui être écrit, montré. Il reste peu de tabous et les bousculer sera une impertinence appréciée. Un seul choix reste absolument impensable : ignorer le sujet. Le système de la presse ne vit pas dans la « pensée unique » mais dans un monde unique, où, tous s'accordent à trouver tel événement digne d'intérêt et tel autre négligeable. Chaque situation va à son tour comporter un échantillonnage de paramètres, le même pour tous.

À la mort du roi du Maroc, en juillet 1999, tel titre met plutôt en avant l'envergure politique du personnage, tel autre sa complexité personnelle, un troisième sa popularité ou le caractère autoritaire de son régime. Le nuancier sera une fois encore différent, chaque titre insistant sur un aspect plutôt qu'un autre. Mais tous se font fort de n'en oublier aucun, y compris les plus noirs. Dix ans plus tôt, aborder à la télévision publique la question des droits de l'homme au Maroc était une décision « lourde ». Aujourd'hui, c'est la norme. Bravo. Le propos n'est pas de s'en plaindre, au contraire. Il vise à souligner que loin de chercher à dissimuler un aspect, chaque média tente au contraire de n'en oublier aucun. Du Canard enchaîné, hebdomadaire satirique qui vit sans aucune recette publicitaire, jusqu'à TF1, symbole de la chaîne commerciale, la presse se retrouve aussi bien sur le choix des sujets que sur les ingrédients qu'elle y fait entrer.

C'est sans doute dans le traitement des « personnalités » que cette unanimité est lisible avec le plus d'évidence. Là, tout le monde regarde la même personne, au même endroit, au même moment. Il suffit que l'ancien ministre Bernard Kouchner soit nommé représentant de l'ONU au Kosovo, pour qu'immédiatement la majeure partie des informations venant de la province et répercutées dans les médias français devienne le compte rendu des allées et venues du nouveau gouverneur, quitte à le railler. L'acteur Richard Gere en visite dans les camps de réfugiés, le président à la tribune pour un match de la coupe du Monde ou le joueur de football à la garden party de l'Élysée, la chanson de gestes des héros n'en finit pas de vampiriser les actualités. Il a fait..., il a dit..., les moindres lapsus sont consignés.

La désignation de ceux qui vont devenir les étoiles de l'information se fait dans le même consensus médiatique. Avec un accord sans faille, de New Delhi à Tokyo, seront sacrées stars planétaires Lady Di ou Michaël Jackson, dont la notoriété absolue dépasse largement l'impact de leur vie. On vous dira : le cher public veut en entendre parler. Il y a commercialement du vrai là-dedans et il serait absurde de nier une forme de cristallisation autour de certains personnages. Mais la presse se consacre tous les jours à faire ce dont rougirait le dernier de la classe : montrer le monde à travers la vie des grands hommes. Les historiens l'ont fait longtemps, partant du principe que quelques figures ou quelques événements devaient pouvoir raconter, représenter la totalité de leur époque. La multiplicité avait fini par disparaître au profit de ces fragments et l'histoire était devenue cette longue litanie de dates et de noms de souverains. En l'apprenant, on était censé connaître la vie de la nation tout entière. Depuis

plus de vingt ans, l'École des Annales a remis en cause cette vision aliénante, et chacun sait désormais que le foisonnement d'un siècle ne se résume pas à la cérémonie du lever ou du coucher des rois.

Pris dans cette même démarche, les journalistes ont réalisé que le bateau appareillait sans eux. Des journaux, des expériences de presse ont essayé (et certains continuent) de s'immerger eux aussi dans le réel, touffu, inattendu. Mais, ici, cette tentative s'est pour partie engagée dans un chemin de traverse. Le reporter sait en effet l'irréductible part de subjectivité que comporte son travail, tout bêtement parce que, dans une situation, personne ne voit jamais exactement les mêmes choses que son voisin. Et plutôt que d'affronter la multiplicité du monde, les journalistes se laissent aller à mettre en avant leur propre singularité, transformant la presse en un immense journal intime. Leurs états d'âme, leurs tracasseries face à une catastrophe vont devenir la substance de leurs articles où le monde n'apparaît plus qu'en toile de fond, en paysage tourmenté. Le sujet, c'est le reporter et le drame qu'il découvre ne servira qu'à mieux le mettre lui-même en scène. Les lecteurs ont ainsi sans doute beaucoup appris sur la psychologie des journalistes, avant de s'en lasser...

Emportés par ce mouvement, les petits, les sans-gloire, les rien-du-tout se sont alors faufiletés dans la presse. Mais les journalistes ont cherché non ceux qui pourraient témoigner de ce rôle, mais ceux qui pourraient le jouer. Aux côtés des puissants, il y a bien maintenant quelques quidams tous les soirs, au journal télévisé : ils sont l'image des quidams. Le malheur des journalistes reste sans doute d'avoir alors collectivement raté leur révolution. En ce sens, le lecteur a raison. Ce qu'il voit dans les médias est bien une construction qui a ses personnages, mais aussi ses décors, ses histoires, ses lois. Chacun tient un rôle, y compris la presse elle-même. «Voilà le monde», dit le journaliste. Mais un monde à part, qui se substitue au réel, devenu cet importun qui en dérange l'ordonnement.

Des journalistes en quête de personnages

L'ambiance est un peu celle de ces numéros à l'ancienne, où le prestidigitateur porte un nœud papillon et un lapin blanc dans chaque poche. Pour bien montrer qu'il ne triche pas, il fait monter sur scène la dame du premier rang, qui va le découper en morceaux, ou fait apparaître un hamster sur l'épaule du monsieur au fond. Mais même les quelques spectateurs convoqués sous les projecteurs savent pourquoi ils sont là : pour mieux créer l'illusion.

Dans la presse, convoquer des inconnus sur l'estrade est devenu le dernier « truc ». Leur voix n'est jamais la même, leur nom change. Ils habitent dans une ville ou une autre, mais finalement qu'importe. Leurs visages nous sont inconnus mais leurs figures familières. Nous les reconnaissons immédiatement, lorsqu'ils apparaissent dans les journaux ou à la télévision. Voilà le voisin-qui-n'a-rien-entendu. Ou le chauffeur-de-bus-qui-s'est-fait-agresser. Puis défile le conseiller-du-ministre-qui-souhaite-garder-l'anonymat, le jeune-artiste-qui-va-faire-un-malheur, le petit-juge, le diplomate-occidental-en-poste-à-Cuba, le réfugié, le chauffeur-de-taxi-irakien... Sur le bandeau en bas de l'écran de télévision, où s'inscrit généralement le nom de l'interviewé, il n'est pas rare de lire en guise d'identification: «jeune de banlieue», «chômeur» ou «anti-Européen ». Et ça suffit. À la lecture de ces intitulés, quel spectateur ou lecteur ne comprend pas immédiatement aujourd'hui qui il va voir, ce qu'il va entendre ?

Toute situation inédite va produire ses propres créatures. Un attentat ? Trouvez le pompier héroïque et le rescapé. Un mouvement lycéen ou social? Cherchez le leader et le manifestant qui défile pour la première fois. Il y a mille exemples de ces figures surgies dans la presse le temps d'une crise. Dans les rédactions, de stupéfiantes commandes d'articles sont parfois demandées : «Il faudrait un professeur en colère contre la réforme scolaire. » Ou bien « une victime des inondations qui estime n'être pas assez remboursée par les assurances ».

Il est devenu rare de pouvoir partir au fil de l'eau, au gré d'une situation sans tenter de calculer, même hors de toute malice, où elle va conduire. Le journaliste «découvre» rarement. Dans le meilleur des cas, il trouve, et dans le pire, il trouve ce qu'il cherche. Il y a un nom pour cela: l'idéologie. «L'idéologie, c'est quand les réponses précèdent les questions », écrivait le philosophe Louis Althusser.

Parfois en toute bonne foi, le journaliste soutiendra qu'il ne sert rien ni personne en filmant un éleveur-de-porcs-en-colère. Tout ce qu'il veut, c'est une image. Mais ne pouvoir exposer une situation que si elle est représentable constitue bien une idéologie, celle du monde de la communication. Pour avoir le droit d'y vivre, il faut accepter d'entrer dans le spectaculaire. L'existence passe par l'acceptation du fait de devenir virtuel. Comme l'ambitieux chez Balzac ou Gnafron chez Guignol, ce sont en effet des personnages - et toujours les mêmes - qui reviennent quotidiennement incarner les «informations». Les acteurs tournent, le rôle reste. Les micros se tendent volontiers vers eux, non pour qu'ils expriment ce qu'ils souhaitent, mais pour leur entendre dire le discours que la presse leur prête ou attend d'eux. Le problème n'est évidemment pas dans le fait de tracer le portrait d'un homme ou d'une femme dans l'actualité. Il commence à partir du moment où un journaliste va chercher quelqu'un pour symboliser une situation. Cela suppose qu'il ordonne son travail, même avec les meilleures intentions, en fonction d'une conclusion déjà tirée.

En face, par exemple, d'un électeur du Front national, un journaliste va s'efforcer de faire sortir une

seule et unique phrase, la moins surprenante de toutes, celle qu'imprime à longueur de campagne chaque tract du FN. C'est une variation plus ou moins sulfureuse autour de: «Il y a trop d'immigrés.» Ça y est, elle est lâchée, merci Monsieur, nous avons raison de penser ce que nous pensions. Et au revoir. Au lieu d'ouvrir une situation, de la faire rebondir, cette démarche la ferme. L'handicapée-vedette ou le SDF-sauvé-des-eaux ne sont pas là pour parler de la maladie ou de la misère, ils en sont la représentation expiatoire et spectaculaire. Chacun des interviewés est mis en scène pour symboliser un rôle, une passion, une place sociale, un point de vue réduisant la multiplicité des voix possibles à une parole, immédiatement identifiable.

La problématique se trouve éludée de fait. On peut corser l'affaire en créant des « situations », des saynètes où les personnages choisis vont se confronter, se répondre les uns les autres. Comme la célèbre variation autour du thème: débat entre une concierge et un Premier ministre. Au lieu d'ouvrir à une autre dimension ou même de faire surgir quelques instants de sincérité ou de vie, la discussion vire à la caricature, où la presse renvoie le pire d'elle-même. Derrière un air de fraîcheur, ces «inconnus» se retrouvent à jouer les candides de comédie, mais avec cette impertinence calculée des servantes chez Molière. Pendant l'interview d'une vedette du show-business, un gamin de quinze ans demandait ainsi à son idole combien d'opérations de chirurgie esthétique elle avait subies.

Le recrutement de ces interviewers d'un jour se fait au prix d'une sélection entre candidats potentiels. Suivant l'ambiance qu'on souhaite sur le plateau du talk-show, on choisira un chômeur plutôt qu'un cadre débordé (ou l'inverse) pour interroger un grand patron. Il lui sera soigneusement expliqué comment se comporter face à une caméra, le temps que doit prendre chaque question, etc. C'est un peu comme le client d'une boulangerie qui, mécontent du goût du pain, se verrait soudain proposer de le faire lui-même. «Mais, préciserait alors le patron, vous devez utiliser les mêmes ingrédients que moi, la même recette et le même four. Et je vous conseille de mettre en plus mon tablier blanc pour ne pas vous salir. » Il y a peu de chance qu'une autre niche sorte du pétrin...

Ce n'est pas tout de trouver les personnages. Il faut aussi les mettre en scène. Un chercheur en blouse blanche entouré de cornues aura l'air plus «vrai» que le même chez le coiffeur. S'il bute un sur mot, il sera préférable de rejouer la scène pour que cette fois, le son soit meilleur. Chez le Rmiste en revanche, un bafouillement n'est pas un problème mais un avantage. Le Rmiste est par définition perdu, confus. Il apparaîtra plus crédible en survêtement qu'en costume. Il y en a même qu'on envoie se rhabiller pour les besoins de l'image. Ou alors, on le fait soi-même. Pour que des gamins de banlieue aient l'air davantage concernés par l'islamisme, le technicien d'une chaîne avait rajouté des barbes à leurs images. De même, la seule photo de Makomé, qui venait de se faire tuer dans un commissariat, le montrait brandissant une bouteille de Champagne : cette « image de fêtard » ne collait pas avec la situation, selon un journaliste qui souhaitait utiliser le cliché. Un coup de gomme sur le magnum. Quand on meurt dans le drame, il faut savoir y rester.

Voilà un pas, celui dont on ne se rend parfois pas compte. Le journaliste peut être le premier étonné si quelqu'un le lui reproche. Curieusement, il va se défendre exactement dans le même registre que la plupart de ses critiques, celui de la manipulation. Il répond : « Ce n'est pas grave puisque je n'avais pas l'intention de mal faire. Au contraire, je voulais rendre service à ce jeune homme, améliorer son image. » Pas de mobile, pas de crime. Le «raisonnement» fonctionne en miroir de ceux qui ne voient dans la presse qu'un réseau de manigances. Mais eux partent du point inverse: un crime, donc un mobile.

Les journalistes ne sont d'ailleurs ni les seuls, ni les premiers à utiliser le faux pour faire plus vrai. Au

début du XXe siècle, au moment de l'éclosion de l'anthropologie, beaucoup de chercheurs étaient tellement convaincus de l'exactitude de leurs hypothèses sur l'évolution humaine, qu'ils refusaient de se laisser décourager par des fouilles infructueuses. Faute de trouver la preuve qui viendrait leur donner raison, ils finissaient par la construire de toutes pièces, assemblant un crâne trouvé à un endroit, un fémur découvert ailleurs... L'hypothèse se révélait parfois correcte, parfois erronée. Dans tous les cas, la preuve relevait de la supercherie. Comme eux, les journalistes cèdent à l'impatience, au goût du succès et de la reconnaissance, au rythme trop rapide, ou aux mille excellentes raisons de ne pas tolérer les exigences du monde. En toute bonne conscience, ils se lancent alors dans des accommodements avec le réel.

Il y a encore une dizaine d'années, «bidonner» un reportage consistait à en manipuler le contenu. Faire croire par exemple que des militaires américains avaient découvert le cadavre d'un extraterrestre dans une base aérienne des États-Unis et filmé l'autopsie de la supposée créature. Ou, pour un reporter, colorer un article d'héroïsme en laissant entendre qu'il écrit couché dans une tranchée, dans le grondement des obus, alors qu'il est plus paisiblement installé dans une ville de garnison à l'arrière du front. Aujourd'hui, on ne triche plus pour faire croire, on triche pour faire voir. Il ne s'agit plus de jouer avec le fond mais avec la forme. N'importe qui peut s'y mettre. En 1998, une brigade de gendarmes français s'est prêtée à une comédie de ce type, persuadée d'agir pour le bien et l'éducation des Français. Au nom de leur conscience professionnelle, ils avaient refusé à une chaîne de télévision de filmer une véritable arrestation, mettant en avant des arguments tout à leur honneur comme le respect de la présomption d'innocence, le droit à la vie privée ou les possibles dérapages de ce genre d'opérations. Mais là encore, il faut du «visible»: les gendarmes ont donc décidé de mimer à la fois leur rôle et celui des voleurs.

Beaucoup d'agences de reportages télévisés, qui vendent des sujets prêts à diffuser aux grandes chaînes, travaillent maintenant au scénario. Comme les coûts de productions sont importants, la plupart des enquêtes ne sont réalisées que si elles sont préachetées par une émission. Comme dans l'industrie du cinéma, une équipe de journalistes est chargée d'écrire les synopsis des futurs reportages pour les proposer aux éventuels clients. La précision va parfois jusqu'à décrire les personnages, blond ou brun, belle ou laide, calme ou agressif. Leurs répliques sont rédigées, les lieux décrits, la trame ficelée. Le travail du reporter va alors consister en une sorte de casting, à rechercher des personnages conformes à ceux qu'il a déjà façonnés. Pour que le monde soit crédible, il doit ressembler à la fiction. Pour que la situation soit lisible, il faut la jouer. Le réel n'est plus que cette chose fatigante et capricieuse qui semble s'évertuer à vouloir faire capoter l'histoire qu'on a écrite pour lui.

Comme à la télé

Sur les trottoirs de Marrakech, de Djakarta, de Paris ou d'ailleurs, chaque passant sait intuitivement aujourd'hui comment marche la communication. Qu'il veuille ou non se prêter au jeu, il en connaît grosso modo les règles. Ne parlons même pas ici des briscards de la communication, hommes politiques, show-businessmen ou personnages publics en général. Pour eux, la pratique du discours médiatique fait désormais partie intégrante de leur formation. Toute personne susceptible d'entrer en contact professionnel avec les médias suit désormais le stage «Comment parler à la presse en dix leçons». C'est le cas des soldats occidentaux envoyés en opération de maintien de la paix, des combattants du sous-commandant Marcos ou des directeurs de supermarchés confrontés aux poulets à la dioxine.

En France, les plus spectaculairement doués restent peut-être les «jeunes-de-banlieue», comme le veut l'estampille. Le test est pratiquement infaillible. La cité est calme, assoupie. Chacun vaque sans tumulte à ses petites affaires lorsque, attention, arrive un reporter. Cette simple apparition provoque à l'instant chez certains un comportement spécialement formaté pour les médias, destinés à eux seuls, un spectacle sur mesure à base de bras d'honneur, grimaces, propos diversement désabusés, le tout en deux minutes trente chrono. Avec un peu de malchance, quelqu'un ira même pour l'occasion jusqu'à mettre le feu à une voiture. «Comme à la télé », précise parfois un gosse. À Reims, il y a quelques années, un bus municipal eut droit aussi à son allumette. Le commissaire de la ville était connu pour afficher le style « je-préfère-le-dialogue-à-la-répression ». Aux gamins, il a demandé: «Pourquoi?» «La haine», ont-ils répondu, sans hésiter. Le commissaire a été surpris lorsqu'il a fini par comprendre que ce n'était pas de la leur propre dont ils parlaient, mais de sa représentation cinématographique. Mais si, La Haine, le film de Mathieu Kassowitz : ils voulaient faire pareil. En effet, ça tourne. Mais en rond, en boucle. Décrochées de la réalité qui les a fondées, les images diffusées par les médias sont devenues la référence. Les acteurs du réel vont à leur tour essayer de se conformer à ces figures, devenues plus vraies que leur vie.

Ailleurs, d'autres jeunes savent eux aussi ce qu'il faut répondre à la dame ou au monsieur de la presse. Les centaines de milliers de participants aux Journées mondiales de la Jeunesse, organisées en 1997 pour la venue du pape Jean-Paul II à Paris, se sont révélé des bêtes de scène, entamant cantiques et baignades dans les fontaines pour le bon plaisir des caméras. Sans ce «feedback », sans cette acceptation d'une partie de la population de se couler dans sa propre représentation médiatique, jusque dans ses détails les plus techniques, le monde de la communication ne pourrait subsister.

Dans le Nord, où un quartier HLM défraye régulièrement la chronique, un jeune homme est même devenu l'interlocuteur privilégié des reporters qui débarquent. Il sait parfaitement le sujet qu'il faut proposer pour le journal de TF1 et celui que préférera l'émission « Envoyé spécial ». Parmi ses amis, il sélectionne ceux qui conviendront le mieux à un reportage ou un autre. Rares sont ceux qui refusent. La plupart parlent couramment le «journaliste». En effet, si le reporter a intégré (et c'est son métier) les contraintes techniques qui encadrent son travail, ces impératifs sont également entrés dans la tête de ceux qu'ils interviewent. Ils font souvent partie intégrante des entretiens: «Combien de place aurez-vous pour le sujet ? » « Qu'est ce que vous allez couper ? » Cette « médiagénie » - comme on dirait photogénie - d'une catégorie des habitants des cités explique pour partie l'importance du traitement de ces quartiers dans la presse : sans les jeunes-des-banlieues, les cités seraient des mouiroirs, dont nul ne viendrait aujourd'hui rompre l'isolement et l'exclusion. Contrecoup d'une médiatisation à un sens, pour tout Français aujourd'hui, banlieue est synonyme de jeunes gens sans emploi, généralement d'origine

étrangère.

Mais il arrive aussi que la réalité se rebelle, certes rarement, contre le modèle que lui proposent les médias. Le phénomène s'est sans doute accéléré depuis que beaucoup de catégories socioprofessionnelles renâclent à se fédérer ou à élire des représentants dans le cadre des institutions traditionnelles. Les journalistes se retrouvent du coup sans leurs baromètres habituels, ces interlocuteurs patentés capables de produire des «réactions» synthétiques au gré des événements. Face à une masse polymorphe d'individus, insistant chacun sur le fait qu'ils ne font pas de politique et ne représentent qu'eux-mêmes, la presse résiste mal à la tentation de désigner des porte-parole «sauvages». Évidemment, ces élus médiatiques ne coïncident pas forcément avec ceux que la population concernée aurait désignés, mais ils répondent aux besoins d'une reconstruction journalistique du problème.

Plus généralement, au motif de laisser s'exprimer ce qu'il est convenu d'appeler la « société civile », la presse finit par transformer chaque citoyen en un petit porte-parole, coulé dans le moule de ceux dont c'est la fonction officielle. S'y retrouve le même jeu des «petites phrases », la même parole construite, les mêmes conventions. Il y a désormais un «son officiel» des non-officiels. Telle fut la triste et brève histoire de Tarzan, couronné en 1992 roi des routiers lors d'une des nombreuses grèves de poids lourds. Décroché de tout courant politique, sans engagement particulier, le discours excédé de Tarzan n'avait rien de fondamentalement différent de celui du chauffeur du camion d'à côté. Mais il le disait juste comme il faut, avec un ton personnel pas trop, parce que sinon, le personnage dégringolerait du cas général au particulier. Dans le monde des médias, les Tarzan sont le pain béni de la presse. Il colle à la situation, la condense depuis son surnom jusqu'à ses tatouages, depuis sa grande gueule jusqu'à ses tee-shirts échantrés. Il est LE routier en colère, tel que se le figure l'imagerie populaire. Un journal fait son portrait, puis un autre. Deux mois plus tard, Tarzan devenu vedette, est tout naturellement invité à Matignon pour négocier la sortie de crise. Le problème est que Tarzan ne représentait le symbole des routiers qu'aux yeux des journalistes. Les chauffeurs, eux, ne se sont pas reconnus dans le miroir tendu. «Il ne nous représente pas», ont affirmé ses collègues et chacun appréciera la justesse du terme.

Par-delà la résonance même d'un événement, la capacité de ses acteurs à investir la scène médiatique fera ou non « monter la mayonnaise », coloriera l'actualité d'une couleur ou d'une autre. Au moment de l'affaire du sang contaminé en France, plusieurs journaux avaient par exemple été tentés de consacrer de vastes fresques aux hémophiles, principale population victime du scandale. Mais pour parler crûment, ces malades-là ne sont pas «médiagéniques». Le drame des hémophiles, sous traitement à longueur d'année, habitués au repli et à une vie à petit feu, ne s'est pas fait spectacle. Qu'on relise leurs interviews, c'est la douleur sans les pleurs, l'injustice subie sans la rébellion. Rien qui flamboie, rien qui hurle. Faute de madone explorée, l'affaire du sang contaminé restera aussi dans les archives pour le peu de place qui fut consacrée aux victimes.

Petits conseils à ceux et celles qui veulent passer dans les médias

Pour une interview, le journaliste sait parfois mieux que son invité ce que ce dernier est censé dire. Normal. Pour un forum sur l'humanitaire, l'animateur aura pris soin en concoctant ses plateaux d'inviter celui qui défend le «devoir d'ingérence», celui qui dénonce le charity business, etc. Si un intervenant s'écarte de la partition qui lui a été assignée, le journaliste le rappelle à l'ordre, ferme mais plein de bonne volonté, comme un professeur bienveillant qui ferait passer l'oral du bac. «Non, non, ce n'est pas ça. Allez à l'essentiel. » En l'occurrence, il s'agit là de ce que le journaliste considère, lui, comme essentiel. Le mécanisme marche pour tout : l'intéressant est ce qui l'intéresse, le connu ce qu'il connaît, le rebutant ce qui le rebute. Au moment de l'éclipse du siècle, en août 1999, un journaliste de radio plaisantait d'un de ces collègues qui s'évertuait à expliquer les effets du phénomène par rapport à la théorie de la relativité. Quelle drôle d'idée ! « On n'y comprend rien, on n'y connaît rien et les auditeurs non plus. » Le système de la communication exige que tout bruitage qui le dérange soit supprimé.

Seul l'immédiatement reconnaissable supporte d'être diffusé, pour le confort du «grand public ». C'est le nom que la presse a donné à un de ses plus grands fantasmes. Lorsque les interviews s'effectuent sans l'œil indiscret des caméras, les journalistes sont paradoxalement peut-être plus narcissiques. Il arrive même que durant l'entretien les rôles s'inversent. Celui qui devrait poser les questions se met soudain à devenir volubile. Confisque la parole. Explique sans fin ce qu'il convient de penser d'une situation à celui qu'il a fait venir pour la lui exposer. Et c'est lui qui, sur le ton de la confiance, finit par raconter sa vie.

Mais il arrive que certains interviewés rechignent à se laisser couler dans le moule. C'est le cas par exemple des chercheurs, intellectuels ou artistes, qui se révèlent en général rétifs à résumer en quelques minutes des années de recherches. Être communicant, et c'est un conseil que nous donnons aux intéressés, n'est pourtant pas si compliqué que ça. Il suffit d'être attentif à celui qui vous interviewe pour savoir rapidement ce qu'il est venu chercher, c'est-à-dire ce qu'il pense de votre affaire. Lorsqu'il se met à noter, c'est bon signe. Quand il dit au cameraman de tourner, aussi. S'il lance : «Je vous comprends bien, mais je vais me faire l'avocat du diable...», vous êtes en train de louper l'examen. Vous risquez bientôt de ne plus exister. S'il lâche : « C'est complexe pour le grand public...», vous êtes fichu. Vos années de recherches tombent dans l'abîme. Vous n'avez pas su lui plaire. Votre éditeur vous le fera remarquer. La prochaine fois, vous saurez que, contrairement aux apparences, ce n'est pas du tout le journaliste qui doit, avant de vous rencontrer, se renseigner sur votre travail mais l'inverse. Penchez-vous sur lui, potassez sa biographie. Cela vous évitera de l'ennuyer avec vos propres préoccupations. En revanche, il vous trouvera passionnant quand il entendra parler de ses petites lubies. Il faut pourtant constater que les difficultés et les éventuelles humiliations auxquelles s'exposent les candidats à l'image n'ont en rien diminué leur nombre. Après un article ou une émission, des protestations s'élèvent régulièrement, parlent de trahison, de manipulation. Chacun sait que le résultat de la visite d'un journaliste n'est pas forcément maîtrisable, peut renvoyer une image qui n'est pas celle qu'on souhaiterait donner. Il y a pourtant toujours autant d'impatients, qui frappent tous les jours aux portes des différents organes de presse pour solliciter une interview ou faire savoir qu'ils ont des choses à dire.

Même ceux que la démarche rebute, résistent rarement à une occasion qui se présente. Quiconque se trouve par un hasard d'actualité confronté à un journaliste va généralement passer le premier quart d'heure de la rencontre à déverser tout le mal qu'il pense de la presse et à faire des manières avant de

répondre. Mais à l'heure de se quitter, le même va généralement demander si, par hasard, il n'y a pas un stage pour sa cousine ou quelle école conseillerait-on à un apprenti journaliste. Combien de personnes, qui juraient la veille qu'on ne les y prendrait pas, se retrouvent un soir maquillées et nerveuses sous les lumières d'un plateau ? « On est bien obligé. Aujourd'hui, on ne peut pas faire autrement », argumenteront-ils sincèrement. Refuser serait même suspect. Pour la plupart des gens, apparaître dans les médias ne constitue pas du tout une expérience intéressante ou amusante. Il conviendrait presque ici de parler du « passage à la télé » dans le sens plein d'un rite de passage, une traversée peut-être pénible mais qui permet d'accéder du monde des invisibles à celui des visibles, à un degré supérieur de la vie. Il faut avoir vu changer le regard de sa boulangère, du jour au lendemain, après vous avoir aperçu aux actualités même fortuitement dans le flot d'une manifestation, pour comprendre l'impact d'un « passage à la télé ». Si par hasard l'invitation était faite en bonne et due forme, vous voilà devenu le prisonnier échappé de la « caverne » - celle de La République de Platon - et qui a connu le vrai monde. Car le vrai monde, nul n'en doute, est celui de la représentation. Au festival de Cannes, depuis quelques années, les animateurs ou critiques des grandes chaînes sont davantage applaudis au pied de l'escalier d'honneur que les vedettes de film. Le cinéma reste du cinéma. La télé, c'est le monde. Un homme politique ou public en viendrait à douter de sa propre vie s'il n'a pas accès à la représentation. Pour lui, la seule et vraie définition de l'existence, sa seule preuve, c'est de passer à la télévision.

Il est évidemment possible d'en rire, mais cela ne cachera pas le sentiment de millions de gens qui, depuis leur vie d'invisibles, acceptent tacitement une sorte d'infériorité face au monde des visibles. Les raisons pour lesquelles quelqu'un devient « visible », talent ou compétence, sont souvent tout à fait réelles. Mais quelles qu'elles soient, celui que les médias distinguent aura dorénavant autorité à tout dire et tout faire. Il sera d'ailleurs souvent le premier à croire à sa propre « métamorphose », assumera son rite de passage comme un véritable changement. Parce qu'il a su un jour quelque chose sur les métastases ou parce qu'il joue bien au ballon, un cancérologue sérieux ou un joueur de football va dorénavant informer le monde de ses points de vue politique ou artistique. C'est là le tour de passe-passe qui donne le droit d'exister. Une fois le gué traversé, chacun gagne un poids, une autorité qui lui ouvre le droit d'apparaître en toute situation.

Les contestataires « invisibles » ne sont pas les derniers à fonctionner dans ce mécanisme. Entre camarades ou militants, la première préoccupation sera de savoir sur quelle personnalité, dans le cinéma ou ailleurs, ils vont pouvoir compter pour rendre leur lutte véritablement « sérieuse ». Même les plus marginaux considèrent aujourd'hui que le seul argument qui peut rendre leur revendication « visible » sera de la faire incarner par une tête d'affiche quelconque.

Parfois, au gré des modes, un pays, une minorité ou un individu devient momentanément « visible ». Des films, des publicités, des articles feront miraculeusement exister ce qui, hier encore, restait soigneusement caché. Les luttes obstinées de certains groupes ou minorités réussissent parfois un véritable élargissement du champ visuel. Avec leur « black is beautiful », les Noirs américains par exemple ont réussi à bouleverser les critères esthétiques et modifier la norme. Pour réussir à tout coup le rite de passage, une voie reste la plus sûre : devenir véritablement menaçant. Cet informaticien qui avait pris en otage les enfants d'une école maternelle à Neuilly, avait géré ses relations avec la presse comme l'un des aspects stratégiques de son opération. Dans ses revendications, il souhaitait rencontrer le journaliste le plus connu de la plus grande chaîne. Abattu par la police, cet homme avait laissé des documents où il expliquait que seule une reconnaissance publique, donc médiatique, pourrait même dans la répulsion lui rendre une forme de dignité après un licenciement qu'il estimait abusif.

Tout ce passe comme si, hors de cette dimension spectaculaire, plus rien ne pourrait prétendre à l'épaisseur d'un événement ou d'un fait. La souffrance, la joie, l'injustice continuent d'exister dans le monde invisible mais, si elles n'accèdent pas à leur représentation, elles semblent soudain d'un éclat moindre. La fête du 14 juillet était très réussie, dira le maire d'un petit village, «mais la presse n'est pas venue». Même le malheur perd son sens, sans les projecteurs. Les familles de victimes de catastrophe en viennent parfois à comparer la couverture médiatique de leur drame avec celle d'une tragédie précédente. « Pourquoi y avait-il plus de presse pour les enfants morts dans l'autocar que pour les nôtres, morts en colonie ? », se plaignait une mère il y a quelques années. Et pêle-mêle, elle jetait au milieu de ses pleurs les remboursements des assurances («qui feront moins d'histoires si on est passé à la télé»), l'intensité du drame (« on a eu plus de morts qu'eux») et le fait que la douleur ne se mesure vraiment qu'au nombre des caméras, comme jadis on comptait le nombre de pleureuses au bord des cercueils. À la fin, elle a crié : « Quand même, le petit, il méritait bien de passer au journal. »

Visibles et invisibles, cette dynamique finit par créer une véritable subjectivité de notre époque. Il est presque impossible pour nos contemporains d'ordonner leur vie d'après autre chose que cette promesse de la visibilité.

Le temps des citadelles

Petit traité de géographie

Le principe du travail journalistique semble à première vue assez simple. La Terre est une planète où il se passe toujours énormément d'événements qui méritent d'être connus. Les journalistes vont voir ces choses et les racontent. Sans paraître exagérément sourcilleux, ce mécanisme apparemment élémentaire mérite pourtant d'être mis à plat. Qu'est ce qu'une chose qui « se passe » ?

En principe, l'événement naît lorsque la norme se casse. Le fil de la normalité ploie soudain devant un fait qui étonne, détonne par rapport à la règle. Mais les malheureux qui sont tués et les avions qui s'écrasent sont encore trop nombreux pour qu'un journal les contienne tous. Un tri va donc s'opérer dans la masse des informations susceptibles d'être publiées. Il y a bien sûr quelques règles édictables et aisément compréhensibles. La plus célèbre reste sans doute cette antique loi de la proximité, vieille comme la presse et dont l'équation s'applique dans toutes les rédactions du monde : il faut diviser le nombre de morts par la distance en kilomètres entre le lieu de l'événement et le siège du journal pour trouver la taille de l'article finalement publié. Un accident de train, gare de Lyon à Paris, sera ainsi bien plus « couvert » par la presse nationale (dont les bureaux sont dans la capitale), qu'un accident comparable à Marseille, sans même parler d'un déraillement mortel en Inde ou en Afrique.

Des tamis plus sophistiqués existent dans la presse pour trier ce qui sera considéré comme important et ce qui relèvera l'anecdotique. Une large « couverture médiatique » a par exemple été consacrée à la condamnation de la France par la Cour européenne des droits de l'homme de Strasbourg, en juillet 1999. Au commissariat de Bobigny, un trafiquant de drogue supposé avoir été battu et violé par des policiers en 1991. Jusque-là, un seul autre pays avait été condamné pour ces mêmes motifs et par cette même cour, la Turquie. Le jugement était passé inaperçu. Humainement, les journalistes ont certainement été aussi émus par les deux cas. Reste que l'un les a surpris, l'autre non. Au-delà de sa bonne ou mauvaise foi, le journaliste donne ainsi deux informations à la fois. La première est visible : la France a été condamnée pour « torture ». L'autre est cachée derrière, un second sens rarement énoncé qui n'apparaît généralement qu'en creux : il est incroyable, dans un pays démocratique comme la France, qu'on puisse se faire violer dans un commissariat, alors qu'en Turquie, il n'y a là rien d'anormal. Autrement dit, il existe une sorte d'échelle de Richter, tacite, à laquelle se réfèrent les journalistes et qui définit ce qui est sujet à étonnement et ce qui ne l'est pas. D'un même mouvement, ils informent/forment l'opinion de ce qui doit la troubler.

Autour de cette taxinomie des faits et du monde, s'agencera et se construira la majeure partie des informations du jour. Cette classification ne veut pas dire pour autant que les journalistes ne se préoccupent pas des points de vue ou des situations « marginales ». Le problème est qu'ils les considèrent d'emblée comme telles. Il y a une culture de ce que la presse appelle le « sujet décalé », une case parfaitement adaptée pour les ranger afin qu'il n'y ait aucune confusion sur leur statut. À l'occasion des élections au Japon, et à côté des articles politiques, un reportage sur les taggers de Tokyo ou les moines du Fujiyama seront les bienvenus. « Cela donne une aération », se félicitera le chef de service, au milieu de l'événement vraiment grave que représente toute élection dans le monde de la communication. Il n'y a pas meilleur moyen de renforcer un cadrage que de jouer le « hors-cadre ». Les élections apparaîtront sans aucun doute comme l'élément important et les taggers ajouteront un peu de couleur autour. Dans sa tête, le journaliste a déjà décidé, consciemment ou non, ce qui constitue l'information forte et l'information accessoire, éventuellement susceptible d'être

sacrifiée.

De la même façon, la presse martèle sans cesse : voilà le modèle majoritaire, voilà le minoritaire. Or, ces termes ne sont pas non plus anodins. Gilles Deleuze estime par exemple que ces deux concepts n'ont en fait pas grand-chose à voir avec les données quantitatives qu'ils semblent recouvrir¹. Pour lui, majoritaire renvoie non pas au plus nombreux mais au dominant. Le mot «minoritaire» correspond quant à lui à des modèles identificatoires supposés négatifs ou soumis. En Amérique latine par exemple, le modèle dit « majoritaire » impose d'être blond, blanc, grand et riche, alors que ce n'est absolument pas le cas de la majorité numérique de la population.

Dans ses périples, le journaliste va ainsi chercher et trouver ce qui l'intéresse, ce qu'il considère, lui, comme fondamental. Son obsession principale va être de trouver l'élément ou la somme d'éléments qui explique le tout, qui représente la situation. Cela peut être un personnage ou un thème. Généralement, l'Iran sera traité à travers la condition des femmes ou la liberté de la presse ; l'Angleterre a les scandales du palais royal et la Belgique restera sans doute longtemps le pays de Marc Dutroux, arrêté pour meurtres et pédophilie. Tout ce qui n'entre pas dans ses cercles d'attention, c'est-à-dire en général 90 % de la situation, échappera à la presse. Les journalistes s'efforcent bien d'informer objectivement, mais ils le font sur ce qu'ils croient subjectivement être important. Ce mécanisme, pourrait-on dire, est celui qui aiguille les regards de tout voyageur. Après tout, un cordonnier courant la planète regarde surtout les chaussures ou un garagiste les voitures. De retour, ils rendront compte, non pas du monde vu depuis les semelles ou à travers un pare-brise mais du monde des semelles ou des pare-brise. Aucun n'aurait l'idée de soutenir qu'un de ces deux éléments représente le monde tout entier, le «totalise». Ils raconteront les chaussures et les voitures comme un des éléments du réel, dont l'évocation confirme au contraire l'existence d'un ensemble bien plus vaste.

Le journaliste extrait lui aussi un ou des éléments réels, et énonce des vérités. Mais lui agit comme quelqu'un qui, dans les travées encombrées d'un bazar, recueillerait soigneusement les étiquettes. Puis en sortant, il dirait en les montrant : voilà le bazar. Les étiquettes existent bien, font concrètement partie du magasin. Mais elles deviennent un leurre à partir du moment où elles sont désignées comme représentant le magasin. Dans le réel, le journaliste veut ainsi trouver la chose ou les choses qui symbolisent un pays ou une situation tout entière. Par là même, il se condamne à l'impossible.

La représentation est bien un des éléments du multiple, mais, à partir du moment où elle est prise pour le monde, elle devient une illusion. D'un point de vue anthropologique, la lecture de la presse permet en revanche de vérifier comment l'opinion publique adhère ou se détache des mythes centraux de la société. Les médias eux-mêmes connaissent par cœur cette fonction. Ils sont d'ailleurs les premiers à en jouer. Un journaliste en reportage à l'étranger manquera rarement de commencer un de ses articles par une revue de presse plus ou moins ironique des médias locaux. Il ne s'agit pas du tout pour lui de recenser les informations recueillies par ses confrères sur place. Au contraire. L'envoyé spécial va s'efforcer de relever ce qui justement n'est pas explicitement écrit dans les journaux du pays qu'il visite, ce fameux second sens. Il va s'étonner de l'étonnement de ses confrères, pointer leurs croyances, mettre à jour leur propre taxinomie cachée.

Lorsqu'une infirmière cupide a commis une série d'assassinats dans un hospice danois, un des principaux quotidiens de Copenhague titrait: «L'holocauste». Derrière l'outrance de l'émotion, un journaliste étranger va ainsi décoder que «le bouleversement de la presse danoise montre que le système de protection sociale reste une des institutions les plus sacrées du pays ». L'engouement actuel pour la relecture des gazettes du passé fonctionne selon le même modèle. Par définition, les

événements des années précédentes nous sont déjà connus. Mais chacun trouve révélateur de l'état d'esprit et de la culture de l'époque la façon dont la presse d'alors les présentait. Ce petit jeu de décodage est généralement très peu apprécié par ceux qui y sont livrés. Quand à son tour, la presse américaine ou japonaise soumet au même décryptage les médias français, ces derniers hurlent devant ces miroirs tendus, dénonçant les malentendus ou la gallophobie. La croyance, ce n'est jamais la nôtre, mais toujours celle de l'autre, celui qui vit ailleurs ou qui vivait avant.

Dernière question, simple: pourquoi la presse ne parle-t-elle pas de certains sujets ? En dehors de cas particuliers, d'une censure toujours possible, la norme (qui est ce à quoi nous nous attachons ici) touche à une nouvelle loi du monde de la communication. Elle est très simple. La presse parle de ce dont le public parle. Et le public parle de ce dont la presse parle. Un journaliste qui proposerait une enquête sur le Costa Rica, court en effet de hauts risques de se faire envoyer son ordre de mission au travers du bureau. « Tout le monde se fout du Costa Rica. » Il faut bien reconnaître que c'est vrai. Le reporter se trouve soudain ravalé au rang de ces impolis qui s'obstinent à vouloir ponctuer leurs conversations avec des nouvelles de tantes ou de voisins qu'ils sont les seuls à connaître. Autour d'eux, chacun bâille, n'a de cesse de les faire taire. Ce cercle vicieux est parfois rompu par une conjonction de hasard, d'obstination, de personnalité ou de magie. Dans un quotidien national, est ainsi apparue un jour une invraisemblable chronique hippique, pour la seule raison qu'un journaliste passionné et de talent s'y est attelé. Les lecteurs qui se moquaient du tiercé jusque-là, se sont mis à la dévorer. La rubrique a disparu d'elle-même lorsque l'ami des chevaux a quitté le journal, laissant des inconsolés, qui n'auraient jamais cru eux-mêmes avoir à regretter un jour l'arrivée des courses.

Quand la presse en parle, le public peut donc parfois suivre. L'inverse fonctionne aussi. Plutôt scrupuleusement, les journaux français tentent par exemple de suivre régulièrement l'actualité du Québec. Question de langue, de tradition, un peu de De Gaulle peut-être... Mais il faut croire qu'ils s'y sont toujours mal pris, parce qu'en France, on « se fout du Québec » comme du Costa Rica. Puisque nous y revoilà, l'autre possibilité pour un reporter vraiment obstiné serait de convaincre sa rédaction qu'il est l'heure de prendre position sur le Costa Rica. Il lui faut alors transformer ce pays en quelque chose qui puisse s'emboîter dans un des modèles du monde de la presse. Il peut ainsi être transformé en « fait » : une récolte record a eu lieu au Costa Rica. Ou alors en menace : « Les cartels de la drogue arrivent au Costa Rica. » Un débat reste également un bon moyen : « Faut-il supprimer le Costa Rica ? » Le mieux serait qu'il cumule tout à la fois, fait, événement et ce qui est susceptible de donner lieu à débat. Bonne chance...

Leçon pratique : comment préparer un sujet pour le 20 heures

Comment sélectionner un élément du réel pour en faire une représentation au Journal télévisé ? Dans *La Cantatrice chauve*², Eugène Ionesco nous donne la méthode. Il convient tout d'abord de déclarer « extraordinaire » un assemblage hétéroclite quelconque.

Mme Smith, aux époux Martin : Vous qui voyagez beaucoup, vous devriez pourtant avoir des choses intéressantes à nous raconter.

M. Martin à sa femme: Dis, chérie, qu'est ce que tu as vu aujourd'hui ?

Mme Martin : Ce n'est pas la peine, on ne me croira pas.

Comme une vraie professionnelle, Mme Martin connaît la méfiance presque paranoïaque du public et combien il est prudent de l'éviter d'emblée.

M. Smith: Nous n'allons pas mettre en doute votre bonne foi.

Mme Smith : Tu les offenserais, chéri, si tu le pensais.

Mme Martin, gracieuse: Eh bien, j'ai assisté aujourd'hui à une chose extraordinaire, une chose incroyable.

M. Martin : Dis vite, chérie.

M. Smith : Ah, on va s'amuser.

Mme Smith: Enfin !

Nous sommes à l'annonce des titres. Il faut que l'eau monte à la bouche, que l'auditoire soit prêt à savoir que ce qu'il va entendre est vraiment une nouvelle.

Mme Martin : Eh bien, aujourd'hui, en allant au marché pour acheter des légumes qui sont de plus en plus chers...

Mme Smith : Qu'est ce que ça va devenir ?

M. Smith : Il ne faut pas interrompre, chérie, vilaine.

Mme Martin : J'ai vu, dans la rue, à côté d'un café, un monsieur convenablement vêtu, âgé d'une cinquantaine d'années, même pas, qui...

M. Smith : Qui, quoi ?

Mme Smith : Qui, quoi ?

M. Smith à sa femme: Faut pas interrompre, chérie, tu es dégoûtante.

Mme Smith : Chéri, c'est toi qui as interrompu le premier, mufle.

M. Martin : Chut ! {Puis à sa femme: Qu'est qu'il faisait le monsieur ?}

Mme Martin: Eh bien, vous allez dire que j'invente, il avait mis un genou par terre et se tenait penché...

M. et Mme Smith : Oooh !

Mme Martin : Oui, penché.

M. Smith : Pas possible !

Mme Martin: Si, penché. Je me suis approchée de lui pour voir ce qu'il faisait.

Comme dans certains romans, tout se fait présage, signe surdéterminé de ce qui ne peut pas ne pas arriver. La fabrication de l'information ordonne ainsi des fragments disparates en fonction d'une logique qui lui est propre pour les faire converger vers un dénouement qu'elle a déjà ciblé.

M. Smith : Eh bien ?

Mme Martin : Il nouait les lacets de sa chaussure qui s'étaient défaits.

Les trois autres : Fantastique !

M. Smith : Si ce n'était pas vous, je ne le croirais pas.

M. Martin : Pourquoi pas ? On voit des choses encore plus extraordinaires quand on circule. Ainsi, moi-même, j'ai vu dans le métro, assis sur une banquette, un monsieur qui lisait tranquillement son journal.

M. Smith : Quel original !

M. Smith : C'était peut-être le même.

Fonction fondamentale de la presse : évoquer des liens, des articulations, des causalités entre des choses qui n'en ont pas forcément entre elles. Cela s'appelle «connaître son dossier».

Le partage du monde

Pendant les années de la guerre froide, la Terre était un espace à conquérir que se disputaient les deux blocs. Chaque canton était devenu l'enjeu de cette division du monde, une parcelle à gagner contre l'autre. L'exercice du pouvoir, au sens macroscopique du terme, obéit aujourd'hui à d'autres règles, s'inscrit dans une nouvelle distribution géographique.

Le monde n'est plus ce champ en combat, où chacun tente d'avancer ses drapeaux. Il se répartit désormais en citadelles, intouchables, barricadées, conçues pour être des zones de sécurité maximum. Tout autour, s'étendent des terrains vagues, des no man's land qui se jaugent en termes de menaces potentielles pour la quiétude des citadelles - vague d'émigration, flambée de violence ou effondrement économique.

Ce nouveau dispositif du pouvoir existe d'une façon fractale, c'est-à-dire que cette forme unique, cette distribution géographique, se reproduit à l'infini du plus grand vers le plus petit, du niveau mondial jusqu'à l'appartement privé. Il y a des pays intouchables et des pays no man's land. À l'intérieur de chacun d'eux, les villes, les quartiers vont à leur tour être fractionnés de la même façon. Si, à l'époque des deux blocs, le pouvoir s'exerçait au nom d'un danger frontal venant de l'extérieur, clairement identifiable, nul ne sait plus trop, au temps des citadelles, quelle forme va prendre la menace. Elle entoure, assiège sans qu'on sache très bien où elle va à nouveau frapper. Comme la « cinquième colonne » pendant la guerre froide, le risque plane aussi à l'intérieur même des forteresses : la drogue, les étrangers, les maladies, les mendiants dans la rue... Voilà qui motive notre rigidité, disent les gouvernants. Le catalogue des menaces est suffisamment étendu, voire infini, pour justifier le quadrillage de l'ensemble de la vie, du quotidien. Et chacun finit par se vivre comme une petite citadelle, elle-même assiégée par le chômage, la nourriture, l'exposition au soleil, l'eau ou l'air.

Cette distribution du monde et des individus, toute hérissée de cloisonnements et de barricades, s'organise autour de la notion d'« insécurité ». Ainsi sera qualifié le moindre acte de violence, la plus légère crainte. Dans la plupart des cas, il s'agit de situations réelles, de défis à affronter effectivement. L'abus, en revanche, se trouve dans l'amalgame, cette manière de rassembler le tout, de la vache folle jusqu'aux attentats, sous un même chapeau baptisé « insécurité ». Né d'une constellation complexe, le monde des citadelles avait besoin d'une cosmogonie pour l'expliquer et d'un récit pour la justifier. C'est celui de l'insécurité. Le sentiment de peur, diffus et omniprésent, va dès lors structurer toutes les situations. Sans tenter de le remettre en cause, la majorité des médias occidentaux l'ont repris à leur compte, le posant comme un des mythes centraux de leur fameuse taxinomie. De droite, de gauche, ou de nulle part, on n'écrira pas l'« immigration », mais plus volontiers le « problème de l'immigration », instaurant qu'il s'agit d'un sujet forcément obscur et lourd. Le fait que ce phénomène social soit d'emblée situé dans le registre de l'inquiétude ne sera en revanche jamais remis en cause. Plus généralement, le nouveau découpage du monde constitue une des grilles les plus efficaces, parfois consciente et parfois non, qui va peser dans les choix faits par les journaux.

Chaque reportage va ainsi se décider et s'orienter de lui-même selon qu'un événement a lieu dans une citadelle ou un no man's land. La « vraie vie » se déroule forcément dans les forteresses. En dehors de quelques abus, y règne la démocratie, le libre marché, toute cette ossature institutionnelle que nous envie forcément le reste du monde. Même pour les critiquer, il convient de suivre siège par siège chaque changement de gouvernement, et on ne plaisante pas avec les sommets internationaux. Les millions de dollars que brasse un banquier de Genève ont plus de poids que ceux des rois du pétrole,

les drogues que prennent les cyclistes du Tour de France doivent, au fond, être moins terribles que celles des gymnastes chinoises.

Les no man's land, eux, restent une éternelle périphérie qui tolère une relative obscurité. Tout ce qui semble primordial dans les forteresses y paraît moins grave, même le nom des dirigeants ou le modèle électoral reste très accessoire. Il y règne une espèce de barbarie, au sens large du terme. Sans même y être allé, chacun de nous a confusément l'impression que les droits de la femme y sont malmenés, que le sexe doit s'y pratiquer de façon étrange, que les gens y meurent de faim ou mangent n'importe quoi, que les chefs d'État y ont toujours des vagues allures de dictateurs. Dans ces terres de marécages, les nouvelles à traiter en priorité restent ces soubresauts qui viennent sans cesse mettre en péril les citadelles. Nul n'aurait l'idée de traiter l'Italie uniquement à travers les agissements de la Mafia : il y a Berlusconi, Benetton, la renaissance de la gauche, Sofia Loren. En revanche, la Colombie n'est qu'un immense champ de drogue, gardé par des hommes dangereux. Un pays ou un groupe issus des terrains vagues a compris que s'il veut faire sortir sa cause de l'ombre, il doit de préférence faire peur aux habitants des forteresses. Un attentat meurtrier sur le site touristique de Louxor fera davantage de bruits que trente bombes dans le métro du Caire, l'ambassade américaine à Nairobi est une meilleure cible que la place du marché local.

Tout ce qu'exportent les no man's land est forcément vaguement suspect. Même leurs bonnes actions. Au printemps 1999, à Kûkes, en Albanie, certains des six camps de réfugiés kosovars étaient organisés et pris en charge par les gouvernements de différent pays. Les Émirats arabes unis assuraient ainsi la gestion de l'un d'eux. Dès le premier mois, au milieu des tentes, les militaires émiratis ont construit une mosquée et offert à chaque femme un foulard. Elles étaient libres de le porter ou non. Immédiatement, l'ensemble de la presse occidentale - et les télévisions américaines en particulier - s'est empressé de dénoncer ce qu'elle considérait comme un geste d'intégrisme militant, voire les prémices de la Guerre sainte. À deux kilomètres de là, les soldats italiens s'occupaient d'un autre camp. Chaque semaine, une messe y était célébrée dans ses formes les plus traditionnelles et des curés en soutane arpentaient infatigablement le site, sans manquer une occasion d'entrer dans les tentes pour y prêcher la bonne parole. Cela n'a pas fait l'objet d'un seul entrefilet.

Il se trouve pourtant que les Kosovars albanais sont musulmans. De leur point de vue, l'attitude des catholiques italiens était bien plus agressive et contestable que celle des Émiratis. Mais pour un Occidental, l'Italie est une citadelle: elle fait de l'humanitaire. Les Émirats sont un terrain vague : ils propagent l'oppression. Ce qui vient de l'un ne vaut pas ce qui vient de l'autre.

La religion des faits

La presse anglo-saxonne l'a baptisée la «loi des W» : Why ? Where ? When ? Who ? En France, les manuels disent plus simplement qu'un article de presse doit répondre dès ses premières lignes à quelques questions cardinales : Où ? Quand ? Qui ? Pourquoi ? Aujourd'hui, une information publiable est celle qui se prête à cette obligatoire autopsie, où chaque détail peut être désossé, quantifié, puis énoncé en chiffres et statistiques. Elle devient alors un «fait», digne d'être communiqué. Le« faits » sont censés être la terre ferme de l'information. Si la presse s'y accroche comme une désespérée, c'est qu'ils constituent, pense-t-elle, son enracinement dans le réel. Comme la dérive des continents, le monde de la communication semble chaque jour s'éloigner davantage de l'autre, le vrai. Les faits resteraient la passerelle la plus sûre ou en tout cas la plus visible entre les deux.

Des commentaires, des analyses, des éditoriaux, de tout cela on peut débattre. Mais on voudrait les fait têtus, dressés au-delà de toute polémique, rigoureuses petites vigies dans leur alignement de dates, de noms garantes du sérieux et du concret de l'information. Il n'y a pas à le nier, les faits existent et les relater le plus correctement possible est plus qu'un impératif. Mais d'aucune sorte de distorsion, la méthode de travail s'est fait mode de pensée. Il faut des faits partout, tout le temps pour invoquer le réel plus qu'en témoigner et donner ce goût de véritable à l'univers des informations. Pour rendre compte de la répression au Timor oriental, on publiera par exemple que des centaines d'opposants on été exécutés, « selon les indépendantistes ». Voilà un fait. Les autorités indonésiennes en revanche donnent un chiffre bien moindre. On le signalera aussi, puisqu'il s'agit d'un autre fait. Si un curé portugais, en poste sur l'île depuis des années, donne un nouveau comptage, il sera signalé aussi. Au bout du compte, au lieu de chercher la vérité de la situation, on traque sa véracité, c'est-à-dire dans quelle mesure elle peut être vérifiable par des données. Le débat se déplace autour d'un nombre abstrait et non plus d'une situation concrète. Et une fois encore, le réel s'éloigne.

Le glissement s'est si bien opéré qu'une problématique peut aujourd'hui difficilement apparaître dans les informations sans avoir été au préalable transformée en faits. Pendant l'hiver 1998, le cyclone «Mitch» ravage le Honduras. Une vague de journalistes afflue sur les lieux juste après la catastrophe, décrit un pays en plein drame, l'insuffisance des secours et publie des bilans faisant état d'environ 7 000 morts. Tout le monde est content : on a pu mettre le cyclone sous la jauge et en plus celle-ci révèle un chiffre important. Pour un reporter, il est toujours plus valorisant de travailler sur une «grosse histoire » que sur une petite et une évaluation à plusieurs zéros garantit le spectaculaire. Quelques semaines passent, et l'émotion s'apaise. De nouvelles données relevées par des organisations humanitaires commencent à arriver, revoyant à la baisse les premiers recensements de victimes. Certains envoyés spéciaux se souviennent maintenant que « finalement, ils n'ont pas vu tant de morts que ça ». Alors soudain, nouveau cyclone, mais dans la presse cette fois. Et si les chiffres avaient été gonflés ? Des reporters repartent vers le Honduras pour tirer au clair ce « déluge dans le déluge ». Sommé de dire la vérité et de montrer ses comptes, un élu local dans son village ravagé reconnaît très simplement avoir réévalué le nombre des victimes à la hausse. Au micro, il raconte sans fioritures comment il a calibré son message pour les médias: « On m'a demandé combien il y avait eu de victimes dans ma zone. J'ai pensé qu'il fallait donner un chiffre terrible, pour que les journalistes se déplacent, voient les dégâts et que les secours arrivent. Sans cela, j'avais peur que rien n'arrive. »

Il ne viendrait à personne l'idée de dire que ce maire du Honduras « manipule » qui que ce soit : il y a bien eu un cyclone dont le pays à genoux mettra des années à s'en remettre. Mais l'obsession des faits se referme comme une souricière. Les personnes interviewées et même les journalistes sont tentés de

travestir une réalité en information pour que la vérité sorte. L'élus du Honduras est sincèrement persuadé que s'il ne donne pas à la presse l'avoine qu'elle réclame, alors les journalistes ne viendront pas. En exigeant du «tangible», du quantifiable qu'il croit indéboulonnable, le monde de la communication suscite ainsi ce qu'il redoute le plus, un foisonnement incontrôlable de bilans, une guerre des chiffres que plus personne ne maîtrise.

Après le coup d'État au Burundi en juillet 1997, la majorité hutue qui venait de perdre le pouvoir s'est ainsi lancée dans une escalade du nombre de cadavres, pour prouver qu'elle était victime de massacres plus importants que ceux subis par la minorité tutsie quelques années auparavant. Dans une sorte de course macabre, les deux ethnies continuent à s'envoyer par médias interposés des calculs invérifiables, suscitant des polémiques sans fin non sur le coup d'État ou sur la situation mais sur les chiffres de victimes. Dès lors, la problématique de la situation burundaise se retrouve «vampirisée» par ce débat arithmétique. Tête baissée, la presse internationale fonce dans des vérifications comptables infinies et impossibles autour d'un problème qui ne constitue que l'écorce des choses : le bilan était-il juste ou faux ? Le système de la communication se retrouve à osciller sur lui-même, empêtré dans son propre fonctionnement. Si une situation ne se laisse pas aisément décortiquer, elle devient aussitôt suspecte. Depuis 1992, la «seconde guerre d'Algérie» l'a prouvé à l'envi. Ainsi, après les grands massacres de l'automne 1997, un certain Hakim se présentant comme un militaire en exercice fait le tour des rédactions parisiennes. Il accuse l'armée algérienne d'avoir participé aux tueries et souhaite témoigner d'opérations auxquelles il a lui-même pris part, dit-il. Devant la violence de ces dernières exactions, dont certaines ont été commises à proximité de casernes de l'armée, l'opinion publique est alors en plein émoi. Pour la première fois, se pose de manière ouverte la question : qui tue qui en Algérie ? Hakim tombe à point. Un journaliste le rencontre, publie son témoignage, sous un pseudonyme bien sûr. Prendre publiquement la parole à visage découvert serait trop dangereux. Quelques mois plus tard, des nouvelles d'Hakim parviennent à Paris. Elles sont mauvaises. Démasqué dans son double jeu, il aurait été tué par sa hiérarchie en Algérie, un assassinat camouflé en accident d'hélicoptère. Officiellement, il est d'ailleurs établi qu'un accident de ce type a bien eu lieu et des journalistes tentent alors de vérifier si le témoin était réellement à bord. Ils entrent en contact avec un groupe clandestin, qui rassemble effectivement des militaires algériens dénonçant l'armée. L'un d'eux accepte à son tour de relater les faits. Au rendez-vous, les masques tombent : c'est le même qui, quelques mois plus tôt, se faisait appeler Hakim...

Alors il explique : Hakim était bien une construction, un personnage fictif, bâti pièce par pièce. L'un lui prêtait son nom, l'autre son histoire, le troisième son apparence. Mais alors, se demande la presse, qui tire les ficelles du pantin Hakim ? Dans un pays comme l'Algérie, tout est possible. Un groupe islamiste qui veut prouver la responsabilité de l'armée dans les tueries. Ou une faction minoritaire de cette dernière qui veut décrédibiliser celle qui mène le jeu. Ou au contraire, une autre tendance parmi les militaires, visant à prouver que la presse est facile à leurrer, donc peu crédible. Dès lors, la question «Qui tue qui?» a imperceptiblement glissé vers une autre : «Qui manipule qui ?» Le débat part en vrille. On ne cherche plus à savoir si ce qui est dit est vrai (l'armée est-elle impliquée dans les massacres ?), mais si celui qui le dit est un être réel. Conclusion : Hakim n'ayant jamais existé comme individu, le doute est jeté sur ce que signifient ces propos. L'information de surface a fini par prendre toute la place, dévorer l'autre. Et la presse de ressasser qu'en Algérie, nul ne peut comprendre ce qui se passe, tout le monde ment et que nous sommes condamnés à ne rien croire.

La seule façon d'aborder l'Algérie resterait les massacres, comme penser le Honduras aujourd'hui ce serait penser le cyclone. Ces événements se dressent au-delà, en un point qui se dérobe à la statistique,

aux témoignages de tel ou tel. Plus nous avons accès aux faits, plus nous nous noyons dans l'illusion. Cette avalanche de données contradictoires, suscitée par la presse elle-même, finit par se refermer comme un piège. Que croire, se dit aussi bien le journaliste que son lecteur, dès lors qu'une information peut dans la minute qui suit être aussitôt démentie par une autre, plus fraîche encore, puis une troisième qui dégringole à son tour pour infirmer les deux premières? Alors, la presse s'épuise dans un impossible inventaire de sources, contre-sources, empêtrée dans les demi-mensonges et les demi-vérités, persuadée que si on en apprenait plus, on pourrait enfin savoir. Il y a cette hantise du ratage, de cette dernière annonce qui n'est pas encore arrivée mais donnerait enfin son sens à un événement. Dans cette fétichisation de la nouveauté, la prochaine information, celle qu'on n'a pas encore mais qu'on attend impatiemment, devient objet d'adoration. Elle seule viendra enfin apporter la vérité vraie, finale. Or chaque nouvelle donnée est bien évidemment condamnée à subir le même sort que la précédente.

Les journalistes ont fini par ressembler à ces marchands que Don Quichotte rencontre au bord d'une route, dans le roman de Cervantès. Le chevalier leur demande d'affirmer, comme une vérité incontestée, que Dulcinée est la plus belle femme du monde. Aux yeux de Don Quichotte, le monde est celui de la parole «révélée». Il demande que chacun adhère à ce qui est pour lui une vérité qui n'a besoin d'autres références qu'elle-même. «Pourquoi pas?», lui répondent alors les marchands. Ils mettent une seule condition: pouvoir vérifier que Dulcinée est bien la plus belle femme du monde. Si pour Don Quichotte, la parole «EST», pour les marchands, le monde «EST». Ils ne demandent pas mieux que d'acquiescer à ce que proclame le chevalier. Ils veulent juste avoir le droit de recouper la source et compléter l'enquête. Notre époque n'apprécierait sûrement pas un journal fait par Don Quichotte. Que pèserait une presse où les journalistes assèneraient leurs quatre vérités sans nul souci de vérification ? En revanche, un journal fait par les marchands nous semblerait de bon aloi. Voilà des gens sérieux qui ne parlent pas en l'air. Avant d'affirmer que Dulcinée est la plus belle des femmes, ils font l'enquête. Celle-ci, pourtant, est impossible. Sitôt après avoir passé en revue la moitié du monde, il faudrait immédiatement recommencer, recenser les nouvelles naissances ou les beautés déçues. C'est pourtant ce que la presse tente de faire en s'évertuant à dénombrer les morts au Honduras ou à vérifier qui manipule un témoin en Algérie.

Si la parole révélée ne peut par définition être prouvée, le monde ne peut être révélé. Problème fondamental, mais sans solution. Quatre siècles et demi plus tard, le mathématicien Kurt Gödel s'y fait les dents à son tour. Si je prétends avoir la complétude d'un multiple, dit-il, je dois affronter certaines contradictions internes. En revanche, si je veux avoir une cohérence absolue, je dois sacrifier l'exhaustivité. Pour pouvoir faire référence à toutes les femmes du monde, il faut admettre une part obscure, indéfinie dans mon recensement. En sacrifiant l'exhaustivité, il est en revanche possible de soutenir que Dulcinée est la plus belle. Qui veut embrasser le monde doit accepter, au fond, de ne pas savoir, de ne pas être tout à fait sûr. À l'inverse, la certitude ne peut s'inscrire que dans une situation particulière. La presse s'empêtre dans ce piège logique : elle prétend chercher des affirmations sans faille, tout en embrassant l'exhaustivité.

La danse de la pluie

Parmi les tabous de la profession, il en est un particulièrement coriace. Personne n'entendra jamais un journaliste dire : « Je ne sais pas. » Ou : « Je ne comprends pas. » La presse a en partie construit sa légitimité dans cette promesse d'un monde enfin explicable, cernable d'un coup d'œil, linéaire. Plusieurs explications sont généralement mises en avant, mais elles finissent par se fondre dans le même creuset, d'où va sortir, carrée et nette, une histoire figée dans le temps, avec un début et une conclusion. La vraie histoire de l'euro. Les négociations secrètes en Israël. Comment la révolution a commencé en Roumanie. À la fin d'un article, un lecteur doit pouvoir s'exclamer, avec la satisfaction de l'amateur de roman policier découvrant l'assassin : « C'était donc ça. » Limpide, débarrassée de toute ombre ou rugosité, une situation peut entrer dans le champ de la communication.

Face à toute histoire nouvelle, le traitement d'une information dans un même organe de presse fait souvent le grand écart, sans qu'il y ait d'ailleurs un quelconque machiavélisme dans cette cohabitation. Loin d'une homogénéité qu'on leur suppose souvent, les rédactions sont composées de différentes strates, qui se complètent mais se heurtent. Entre le journaliste de terrain et celui qui écrit depuis son bureau, il y a parfois un monde, ou en tout cas des logiques de travail très différentes.

D'un côté, les reporters s'enthousiasment, s'affolent, réagissent en tout cas à l'épiderme. Ils vont se laisser porter par l'« incroyable nouveauté », empiler des chiffres « inouïs ». Leur reportage s'inscrit dans le registre du « toujours plus », du « jamais vu », d'une course à la surenchère. L'article d'analyse ou l'éditorial publié juste à côté tire généralement dans le sens opposé. Son auteur va tenter de démontrer que nous sommes là face à un événement qui n'interrompt en rien la règle, ne remet pas en cause les connaissances ou les croyances existantes. Bien au contraire, il va montrer que tout cela reste dans une claire ligne de cause à effet, prévisible et discernable pour qui savait voir. Bref, que tout cela est explicable et que ce nouveau-là n'est en fait que de l'ancien.

Quand il se fait en direct, à la radio ou à la télévision, l'exercice donne parfois la chair de poule. « Alors, comment peut-on expliquer ces émeutes qui viennent d'éclater en Inde ? », lance, gaillarde, une voix en studio. Et, comme l'acrobate sur sa corde, le commentateur se lance. Il entortille une conviction avec une certitude, pioche trois éléments dans un dossier, quelques souvenirs, une dépêche qui vient juste de tomber. Il saupoudre de bribes d'analyses récoltées chez un spécialiste ou auprès de ses collègues. Puis enserme le tout dans un carcan rhétorique, à grands coups de « parce que... ». Le ton doit être assuré, posé. Ferme, en tout cas. C'est peut-être le plus important, ce qui donnera cette impression que la situation ne lui échappe pas, qu'il sait. Le temps de réponse s'est écoulé. Sauvé. Il n'y a plus qu'à espérer qu'un imprévisible incident ne vienne pas enrayer ses explications.

Lorsque le journaliste sort ses grilles d'analyse, il cherche pourtant à mieux comprendre et donc à faire mieux comprendre. Face à la complexité, il construit des modèles qui ont, en principe, pour fonction de permettre un rapport pratique avec le réel. Mais celui-ci, on l'a vu, s'obstine à faire sans cesse irruption, à remettre en cause les codes. Dès lors, la tentation miroite : construire des modèles enfin à l'abri des événements, échafauder des analyses que rien de vivant ne viendrait plus troubler. Frège, un des plus grands logiciens du siècle, partait du principe qu'il est impossible d'affirmer quelque chose d'indubitablement vrai sur la ville de Chicago. Tout ce qu'on pourrait en dire serait immédiatement relativisé par autre chose. Il en conclut qu'il ne reste qu'une seule affirmation certaine : le mot « Chicago » est trisyllabique. Il oublie la ville, sa profusion, ses habitants pour conclure que tout ce qu'il peut déclarer se réfère à la forme. Face au caractère irrémédiablement mystérieux du réel,

Frège propose de l'abandonner, créant un système fermé, qui n'en réfère plus qu'à lui-même. Le journaliste succomberait volontiers à cette inclination pour un monde in vitro, immobile, livré à la dissection.

Ce rapport conflictuel entre le réel et les grilles de compréhension provoque parfois des sortes de dépressions nerveuses dans la presse, lorsque, de manière trop brusque, les soubresauts du monde viennent bouleverser les schémas d'analyse. La nuit où le Mur de Berlin est tombé, le chef du service international d'un grand média a tout simplement refusé de «voir» l'événement. Cramponné à ses dossiers traitant des années de guerre froide, il répétait inlassablement : « Rien ne vous dit que ce mur est tombé. » La radio diffusait des bruits d'émeutes, des reportages hystériques, tandis que lui, buté, continuait à faire «non» de la tête. De temps en temps, des journalistes immergés dans un dossier sont ainsi les derniers à accepter qu'un événement vienne bouleverser leur vision du monde. Le renversement de Mobutu Sese Seko, dans l'ex-Zaïre, provoqua le même type de séisme chez certains spécialistes des dossiers africains. Pendant des décennies, l'ombre terrible du dictateur avait été la principale, si ce n'est la seule, grille de lecture du pays. Les journalistes n'avaient pas de mots assez durs pour demander son départ et décrire ses méfaits. Sa débâcle a laissé pantois. Alors que ce pan entier d'un continent explose aujourd'hui d'on ne sait plus quoi, entre les misères et les rébellions, rares sont les reporters qui vont y enquêter : on a perdu le mode d'emploi, donc on renonce à la réalité.

Dans la scolastique du Moyen Âge, les penseurs les plus obtus soutenaient que s'il y avait un décalage entre leur logique et le monde, c'est que le monde avait une faille. Ainsi va souvent le journaliste : au lieu de remettre en cause sa grille d'analyse, il a tendance à remettre en cause le réel. Les codages se mettent alors à fonctionner à vide, n'ayant plus pour référent qu'eux-mêmes. Reste pourtant, dans les marges, ce que l'on ne peut expliquer, même avec tous les services de documentation du monde. Pendant la guerre au Rwanda, par exemple, rien ne colle, le génocide contre les Tutsis reste rebelle à tous les modèles, à toutes les explications. Pour ces cas d'obscurité, il existe un joker dans la presse : l'étiquette «folie». Il ne s'agit pas par là de se lancer dans une analyse de psychologie sociale pour évaluer une éventuelle part de «folie» dans un événement, bien au contraire. Il suffit juste de décréter qu'une situation est «démence», pour mieux refouler le problème. Dès lors, il n'y a pas besoin d'en dire plus. En épistémologie, cela s'appelle un simulacre, un mécanisme qui vise à contourner les difficultés que le réel oppose au modèle. Certaines situations pourtant surgissent, rendues possibles par une constellation unique qui ne peut se laisser expliquer linéairement. Elle fonde l'événement, l'ordonne, permet que soudain se réalise un partage des eaux.

Il restera toujours en son cœur ce bloc d'opacité que Stéphane Mallarmé appelle l'« infracassable noyau de nuit ». Si elle ne tolère pas les zones d'ombres, la presse se condamne à supporter de moins en moins le réel. Elle se retrouve ainsi sur les talons du sociologue Emile Durkheim, qui commentait, laconique : « Manifester, c'est comme danser pour faire tomber la pluie. » Durkheim sous-entendait par là que les situations ne peuvent s'expliquer qu'en surface, dans la seule dimension d'un lien de cause à effet. Quelques banderoles n'apporteront, c'est vrai, pas forcément beaucoup plus de changements politiques que le bruit des tam-tams n'agira sur la météo. Mais si la danse de la pluie n'agit pas sur le ciel, elle agit pourtant sur la terre : danser, pour un homme qui n'a pas d'eau, c'est ne pas se résigner à se réduire à sa seule soif, à la seule attente de l'étancher. Il évoque le fait que la sécheresse a forcément une fin et donc qu'elle ne peut être la fin d'un peuple. Ce niveau d'efficacité en profondeur ne nie pas le premier mais échappe à toute représentation communicationnelle.

Leçons de guerres, en trois dates

Dans la presse occidentale, il y a eu un avant Timisoara et un après. Jusqu'à cet hiver 1989, il y avait une chose dont le journaliste se méfiait peu : ce qu'il voyait de ses yeux. La profession a toujours vécu - et continue pour partie à prospérer - sur ce culte du « terrain ». La plupart des journalistes sont intimement convaincus qu'en se rendant à Alger ou à Bagdad, la vérité leur sera forcément révélée par le fait même d'être là, physiquement. Ils auront «vu» et de cela au moins, ils ne pourront pas douter. Un reporter en tire souvent la conviction d'en savoir long sur une situation, une connaissance intime et une légitimité certaine pour aborder le sujet.

Timisoara va marquer un tournant et fissurer cette foi. Au moment de la chute de Ceausescu, les journalistes partent, mors aux dents, vers cette Roumanie, pays de l'Obscur par excellence après les décennies d'un régime verrouillé à double tour. Enfin, on va « voir » l'oppression, ou ce qu'elle fut. Intuitivement, chacun d'eux cherche les représentations de ce qui, jusque-là, était dissimulé, les manipulations secrètes, les injustices cachées. On l'a dit, la presse a besoin de visible, recherche d'abord ce qui peut être montré. Cette nécessité se double cette fois d'une autre bataille, celle de la lumière contre l'ombre, le coup de projecteur qui fera tomber le masque. Lorsque des Roumains guident des journalistes jusqu'à un charnier à Timisoara, ville industrielle où court l'insistante rumeur d'exécutions à grande échelle, c'est du «sur mesure». Enfin, apparaissent au grand jour les méfaits secrets du chef d'État roumain, cadavres bien concrets, en os sonnants et trébuchants. Il y en a apparemment une vingtaine, que filment toutes les télévisions. À l'époque, presque toutes les chaînes ont ouvert leurs écrans en continu sur la Roumanie. Diffusées presque instantanément, les images arrivent au siège des rédactions. Cette immédiateté va transporter sur le terrain pratiquement en temps réel toutes les rédactions du monde, à Londres, à Paris, à New York. Du rédacteur en chef jusqu'au stagiaire, chacun se retrouve soudain dans la peau d'un envoyé spécial virtuel. Puis, fusent sur le fil des agences le bruit de ces « milliers de morts » qu'évoquent des opposants au régime de Ceausescu. Parmi les journalistes réellement présents à Timisoara, la plupart s'en tiennent au bilan qu'ils ont constaté : une vingtaine de dépouilles. Leurs évaluations sont balayées par la conviction des envoyés spéciaux virtuels. Eux aussi ont l'impression d'avoir vu, entendu. Commentant le compte rendu de son reporter, un rédacteur en chef parisien lance, installé devant sa télé: «Il ne devait pas être au bon endroit, comme nous.» L'annonce d'un charnier gigantesque est publiée.

Timisoara aurait dû être l'emblème du triomphe de la presse. Il fut l'inverse, un traumatisme d'autant plus violent que cette manipulation ne remettait pas en cause la lecture du pays. Que ce charnier soit faux, importe finalement peu pour l'analyse politique globale des années Ceausescu. En revanche, pour la presse et la vision qu'elle a d'elle-même, cela change tout. Pris à son propre piège, égaré dans sa course à la représentation des choses, le danger pour un journaliste n'est plus seulement dans ce qui est caché mais aussi dans ce qui est montré, ce qu'il voit.

Deux ans plus tard, la guerre du Golfe : on a retenu la leçon de Timisoara. Le dernier stagiaire des rédactions sait désormais que le «terrain» peut être mouvant. Attention les yeux ! Désormais, chaque information est consciencieusement estampillée «Soumis à la censure américaine » ou « Soumis à la censure irakienne ». L'avertissement au lecteur va bien au-delà du fait qu'une phrase ait pu être coupée par un général ou un autre. Elle révèle un doute universel, une méfiance nébuleuse qui ne sait pas ce qu'elle doit craindre mais se dresse sur le qui-vive. Au-delà du partage entre « bons » et « méchants », tout ce qui est vu ou entendu est désormais suspect. Le bombardement d'un bâtiment par les forces occidentales donne lieu à de multiples polémiques. Était-ce une usine de lait ou un site stratégique ?

Les envoyés spéciaux auscultent les gravats, pierre par pierre, mais restent d'une prudence de serpent. Chacun sait qu'on ne voit pas tout, surtout quand on vous le désigne expressément. Finalement, personne ne convainc vraiment personne et on tranche pour ce qui est en train de devenir la seule voie possible pour la presse : l'incertitude. Le bâtiment bombardé sera décrit comme « une usine à lait selon les Irakiens et un site stratégique selon les Américains ». Sitôt retombées les fumées des bombes et signés les accords de paix, les rédactions occidentales auraient dû festoyer. Même si elles ont gobé certaines manipulations, elles se sont sorties des sables sans trop de casse apparente. Par milliers et sous des formes diverses, les commentateurs, même ceux des grands networks américains, ont répété que la guerre se faisait davantage pour le pétrole que pour les idées. Curieusement, pourtant, une impression de désenchantement va se développer sitôt les uniformes rangés. «Tempête du désert» restera une sale guerre pour la presse. Cette fois, elle a avalé l'emballage : les gradés à épaulettes commentant les opérations, les combats en direct, des lignes de front uniquement tracées pour l'image, la guerre du Golfe était du «prêt à filmer». En cherchant à vérifier chaque impact de balle, les journalistes ont fini par oublier ce qui fait le propre de leur univers : c'est un décor, pas la réalité. Désormais, ils ne peuvent plus ignorer qu'ils font eux aussi partie du show et que surtout, ils n'en sont que les figurants. Avec amertume, la profession se souvient aujourd'hui de TF1 ouvrant son journal sur la «Troisième Guerre mondiale», de feu la Cinquième chaîne dramatisant minute après minute le conflit ou encore des malheureuses troupes irakiennes spectaculairement promues la «redoutable troisième armée du monde ».

Et vint le Kosovo, au printemps 1999. Cette fois, la presse se vit elle aussi comme une citadelle assiégée, arc-boutée jusqu'à l'obsession contre le risque de « se faire avoir ». Elle a si peur, qu'elle se méfie désormais d'elle-même. La couverture du conflit au Kosovo va en partie devenir une immense interrogation de la presse par la presse sur sa propre manière de travailler. Tel intellectuel envoyé par un hebdomadaire français a-t-il été manipulé ? Si oui par qui ? Et comment ? Et CNN ? Et la télévision de Belgrade ? Il y a désormais des experts en décryptage médiatique, dont le travail occupe au moins autant de place que celui des spécialistes des Balkans. Au Kosovo, on aura scruté la représentation avec autant d'angoisse que la réalité.

Le sixième sens

Tout esprit un peu critique se méfiera toujours de ce que les autres pensent ou de ce qu'il pense lui-même. Il sait que, demain, il peut changer d'avis. Dans la nature, les opinions n'existent pas en soi, comme les orangs-outangs ou les bananes. Un point de vue est une chose. Un orang-outang, une autre. Si quelqu'un a un point de vue critique sur un orang-outang, il est toujours possible d'en contester le bien-fondé. En revanche, s'il vomit chaque fois qu'il en voit un, nous sommes sur cette terre solide du vécu. Nous avons toujours tendance à croire que les pensées sont « construites », mais que la perception existerait en soi. Le vécu aura toujours cette saveur de vrai et nous restons convaincus que ce que nous ressentons ne nous trompe pas. Voilà justement où nous nous méprenons.

Nous vivons au centre d'un univers où la culture s'est faite chair de notre chair et orchestre une batterie d'automatismes, d'arc-réflexes en vertu desquels l'écœurement, l'émotion ou l'étonnement se déclenchent en nous lorsqu'ils sont programmés pour l'être. Chaque époque et chaque société façonnent ainsi ses perceptions normalisées qui s'incarnent en chacun de ses habitants. Si nous sentons une énorme décharge d'adrénaline devant un geste de violence contre un prisonnier, ce n'est pas parce que nous sommes supérieurs à ceux qui payaient cher pour assister aux exécutions capitales. Les réactions physiologiques ont changé, construites par l'évolution des idées, des luttes, des droits. La perception normalisée fabrique ce véritable sixième sens dans lequel nous vivons tous, et depuis toujours, le sens commun. Façonnés par cette norme, les journalistes se laissent en général doucement glisser sur cette pente facile par paresse ou par fatigue, par conviction ou par ignorance.

Le sens commun est le terreau naturel de la presse, son humus, son champ de prédilection. La communication s'y fait sans effort, clin d'œil, coups de coudes, entre soi. Juste après que les Britanniques ont coulé un navire argentin pendant la guerre des Malouines, un quotidien anglais titra exclusivement ces trois mots : « Dans le cul. » Dans les situations de conflit, en Afrique par exemple, les photos et les images d'enfants blessés ou affamés reviennent perpétuellement illustrer les articles, même si ceux-ci n'abordent pas forcément le sujet sous cet angle. Entre ceux qui font les médias et ceux qui les consultent, passe là le langage muet de la perception normalisée : « Ce qui se joue là-bas est compliqué et lourd de débats. Restons dans la compassion. »

Contrairement à la vision naïve qui pose d'un côté les individus et, de l'autre, le système de pouvoir, l'existence de ces batteries d'arc-réflexe montre à quel point les structures dominantes façonnent les corps à leur image. Ce mécanisme ne fonctionne d'ailleurs pas seulement en faveur des dirigeants : une presse satirique ou militante produit ou reproduit des automatismes « alternatifs », pour prendre un terme neurologique. Les réflexes se déclenchent de la même façon, mais pour produire à l'occasion un effet contraire. La même image d'une file d'attente d'étrangers devant une préfecture, d'un jeune homme fumant du cannabis ou du mariage de deux homosexuels va provoquer la réaction opposée selon le journal dans lequel elle est publiée.

Dans un sens comme dans l'autre, nous connaissons tous ces « mécanismes communicants » qui nous permettent de savoir ce qu'un article va contenir, en voyant son titre, la photo qui l'illustre et le journal qui le publie. Même s'il s'en plaint, le lecteur est pourtant généralement le premier à renâcler devant une information qui ne serait pas « formatée ». Et la presse se condamnerait à l'automarginalisation si elle renonçait à la forme communicationnelle. Car une société de « pur cortex », qui se retrancherait dans la pensée critique absolue, n'est bien sûr même pas concevable. Elle serait condamnée à disparaître, ne fût-ce que par la lenteur de ses réactions. En revanche, on pourrait imaginer des médias

qui ne seraient pas entièrement pris dans la reproduction des réflexes. Qui assumeraient le fait qu'une information « événementielle » ne fournit en général qu'une problématique inaboutie. Et qui sauraient éviter ainsi l'autisme auquel ils se condamnent quand ils font de la forme communicationnelle l'alpha et l'oméga de l'«information».

Dans cette perspective, la liberté de la presse pourrait se comprendre comme celle d'une presse qui aspirerait à la liberté, en prenant le temps de s'interroger sur ces automatismes et qui en tiendrait compte. Quand un journaliste prétend s'épargner le travail qui consiste à se demander comment se structure le sens commun, il se condamne à trouver systématiquement dans le monde les modèles qu'il y projette, à faire passer sa vision préconçue des choses avant le réel de la situation.

L'idéologie de la communication

La transparence

Il est une question que le calendrier a transformée en tarte à la crème : «Qu'est-ce qui, selon vous, aura le plus marqué le siècle qui s'achève ? » Écartant résolument la fission nucléaire, la conquête de l'espace, les manipulations génétiques ou les vaccins, nos contemporains répondent volontiers : « La communication ». Ainsi donc, avant toute chose, nous communiquons. Dans les idéologies classiques, la communication a longtemps été considérée comme cet outil qui ne servait qu'à transmettre un message. L'important était le récit, et tout le reste ne venait, pensait-on, qu'à son service. Ce fonctionnement se serait aujourd'hui inversé. Diffuser serait désormais devenu le but en soi, et le contenu n'aurait plus, au bout du compte, qu'un intérêt secondaire. La communication, en tant que système, se défend en effet de toute «idéologie», affirme même en sonner le glas. Elle proclame bien haut tolérer tous les points de vue, ne faire obstacle à rien ni personne. Elle représente, voilà tout, et se dresserait, immaculée, pure forme, que ne souillerait aucune pensée.

Les yeux braqués sur le discours, les idéologies classiques sous-estimaient la force de la communication, le poids de sa structure. Si la communication est bien le moyen, elle se révèle aussi le soubassement de tout récit, son ossature, comme l'ont montré notamment les structuralistes. D'ailleurs, la communication n'échappe pas, comme elle le prétend, à tout récit : raconter la fin des idéologies est en soi une idéologie. S'éloignant de sa définition originelle de passeur, elle est devenue une véritable vision du monde, une Weltanschauung. Chaque secteur de la société s'est organisé pour tendre vers ce nouvel idéal : apparaître.

Dans les reality show, chacun peut venir dévoiler ces «sales petits secrets» - selon l'expression de Gilles Deleuze - devant les téléspectateurs. Les meurtres en direct, puis les arrestations, les aveux, les procès se déroulent face aux caméras. Les séances à l'Assemblée nationale ont été saisies d'une agitation et d'une affluence inattendues depuis qu'elles sont retransmises le mercredi. Les rencontres de football ou les concerts, les débarquements de troupes ou les distributions de secours humanitaire : il n'est plus un morceau du monde qui ne se soit peu à peu plié à l'impératif absolu de la représentation.

Le glissement s'est fait peu à peu. Désormais, tout ne doit pas seulement pouvoir être montré, tout est façonné pour l'être. Le bien ne sera plus ce qui est communiqué : la figure du bien passe par le fait même de communiquer, c'est-à-dire d'accepter la norme de la représentation. «Tout ce qui apparaît est bon et tout ce qui est bon apparaît», disait Guy Debord pour évoquer la société du spectacle³. Ne pas dévoiler, c'est cacher. Chaque non-dit est soit un pas-encore-dit, soit une faille dans l'idéal communiquant. La moindre opacité est ipso facto déclarée marginale, déviante, et un homme ou un pays sera jugé selon cette grille. La communication a fini par devenir l'idéologie dominante de cette ère postmoderne propre au néolibéralisme⁴. La presse, dont les moyens se confondent absolument avec le but, ne pouvait en être que l'emblème.

Ne pas répondre à un journaliste est devenu un acte grave, louche, qui mérite d'être signalé. Dans la presse, une lexicologie du silence permet de moduler les soupçons entre «celui qui n'a pu être joint», «cet autre qui se réfugie dans le mutisme » ou « ce dissimulateur qui refuse de parler». À chaque fois, le message est le même: «Attention, on est peut-être en train de vous cacher quelque chose. »

La Tunisie qui ne délivre pas automatiquement de visa à la presse va être jugée plus durement que le Maroc, où l'entrée pose moins de problèmes. Certains pays, comme l'Algérie, sont passés maîtres dans le maniement de cette idéologie. Les journalistes exigent de tout voir ? Allons-y. Les envoyés spéciaux ont ainsi eu droit à des visites guidées sur des sites de massacres, avec des témoins sous contrôle, spécialement mobilisés pour l'occasion. Si une dictature abat ses opposants en secret, le plus haut degré de l'horreur est atteint. En revanche, si une grande démocratie comme les États-Unis fait livrer des pizzas à ses condamnés à mort puis diffuse des images de leur exécution, au nom de la transparence, nous restons dans le registre du supportable. Lorsqu'un banquier britannique s'enrichit par la corruption, il devient à son tour l'image du mal social. On trouvera bien moins condamnable, à l'inverse, des diktats économiques clairement énoncés lors d'une conférence de presse du FMI, puis publiés en rapport, qui vont pourtant condamner la population d'un pays à la misère.

Chaque citoyen est d'ailleurs lui aussi cordialement invité à donner son opinion dans des sondages ou des émissions ou, mieux, à révéler ce qu'il a au plus profond de lui-même, l'authentique, le caché. «L'important c'est de dire, de s'exprimer. » Nous serions tous des individus isolés les uns des autres, avec des trésors en souffrance, qui ne demandent qu'à être communiqués, pour le plus grand bien de la communauté tout entière. À ses débuts, la psychanalyse croyait elle aussi à une force thérapeutique de la catharsis, où le bienfait de la cure résiderait dans le fait d'extérioriser le «mal caché». Freud abandonna très tôt cette hypothèse. La presse, apparemment pas. Charlie-Hebdo, TF1 ou Le Monde gravitent chacun autour de modèles sociaux différents. Mais tous considèrent que le Mal est le fait d'empêcher un journaliste de «voir». L'idéologie de la communication part de la croyance que ce monde unique aux « pensées multiples » peut être compris - et accepté ou combattu - dans la mesure où il devient de plus en plus transparent. Il n'est d'ailleurs plus un texte de loi ou un dirigeant qui ne se prévale du terme, comme le boucher épingle «garanti sans hormones » sur son bifteck. Dans les journaux, la «transparence» est devenue une appellation contrôlée, qui s'applique aussi bien aux élections, à un régime, à une gestion, à une décision, au seuil de pollution, à la nourriture. Au hasard d'une journée de juillet 1999, le mot a été prononcé... dix-huit fois sur les ondes de France-Inter.

Contrairement à ce que pensent volontiers les plus nostalgiques d'entre nous, cette idéologie de la transparence n'est pas issue d'une génération spontanée. Elle est le lent aboutissement d'un courant de pensée, un chemin tracé pierre à pierre, marqué par les philosophes des Lumières, la pensée rationaliste ou utilitariste⁵. Contemporain de la Révolution française, le Britannique Jeremy Bentham avait imaginé une prison idéale, qu'évoque Michel Foucault dans *Surveiller et punir*⁶. Ce philosophe avait imaginé un centre de détention modèle, baptisé le « panoptique ». En son centre se dresse un mirador, autour duquel s'organisent des cellules construites de façon à pouvoir être observées en permanence. Les prisonniers vivraient ainsi dans la certitude d'être vus, à tout moment, par leurs gardiens. Bentham estime que le rachat d'un détenu, la chance du marginal d'accéder à la norme, passent par le fait d'advenir à la pure transparence, où rien ne pourra être caché. La réadaptation sociale culmine au moment où le prisonnier n'a plus besoin du mirador. Celui-ci s'est installé au centre de sa tête, se félicite Bentham, déclenchant le mécanisme d'autocensure. La transparence n'est plus alors la voie vers la rédemption, mais l'objectif en soi.

Deux cents ans plus tard, nous avons réussi la société panoptique. Avec la transparence pour idéal, notre monde fonctionne de façon à pouvoir être représenté et vu en permanence. Chaque citoyen peut ensuite comparer son existence de cultivateur, de ménagère-de-moins-de-cinquante ans, de jeune-de-banlieue ou de président à celles de ces modèles identificatoires que lui donne à voir le monde de la communication. Un secteur de la presse est devenu le symbole même de cette idéologie de la

transparence, celui qui se consacre à élucider les « affaires ». Dans les journaux, il est d'ailleurs révélateur de constater que les équipes d'investigateurs chargées de ce secteur sont souvent animées par des journalistes très militants. Pas au sens politique, bien sûr. Rares sont ceux qui ciblent leurs enquêtes contre un parti plutôt qu'un autre en fonction d'éventuelles convictions. Au contraire, beaucoup se font fort de les dépasser et agissent avec beaucoup d'indépendance. Leur travail constitue le noyau de leur engagement, leur combat: ils militent pour la lumière. Comme certains juges, ils prennent volontiers des postures de chevalier blanc, dressé contre la corruption du monde. Ils sont en général les seuls, dans une profession maladivement travaillée par les incertitudes, à ne jamais douter de leur chemin. Toutes proportions gardées, ils ont cette assurance qui habitait auparavant les gardiens de la « ligne » idéologique d'une rédaction, aujourd'hui tombée aux oubliettes.

Eux n'en reconnaissent qu'une : la transparence. À l'intérieur des rédactions, le reportage continue à être un des domaines nobles. Question de sentiment, un certain rapport de la presse à sa propre mythologie. Mais la boîte noire d'un journal, c'est les affaires. Ceux qui s'y consacrent ont généralement un statut à part, drapé dans un manteau de respect et de gravité. Toute la dignité, la conscience de la profession semble s'être amassée autour de leur bureau. Attention, ici se traite le compliqué, le dangereux. Ici, tombent les ministres, les élus, les banquiers. Ici, on se mesure, pied à pied, aux détenteurs d'un pouvoir. Cela n'a rien de drôle. C'est même strictement exact. Les affaires restent la seule façon aujourd'hui dans une démocratie de tenter un coup d'État.

Travaillant eux aussi avec des élus et des dirigeants, les services politiques traditionnels sont pourtant loin de ce registre. Là, on peut chahuter un programme, traiter à la rigolade une décision de l'Assemblée nationale, publier toutes les opinions et les tribunes imaginables. On critiquera un candidat parce qu'il n'a pas tenu ses promesses électorales, un autre pour annoncer pendant sa campagne aux élections européennes qu'il ne compte de toute façon pas aller siéger à Strasbourg. Ou les députés socialistes parce qu'ils ne viennent pas voter la loi sur le PACS, alors que leur gouvernement la défend. Tout cela s'écrit, se dénonce. Mais qui imagine aujourd'hui en Occident qu'un homme politique puisse être contraint à la démission ou même mis en difficulté parce qu'il a trahi son mandat ? Dans le champ politique, la politique a été déclarée forfait. Ce qui fait bouger les choses, valser les hommes et les partis, c'est l'adhésion ou non au monde de la représentation. La transparence s'affirme comme la seule idéologie qui ne peut être trahie. Chaque pays possède sa propre culture de la faute qui va délimiter le domaine où le scandale éclate. Aux États-Unis ou en Angleterre, ce sera le sexe, alors que les Français vont en rire. Avec l'argent en revanche, les réflexes s'inversent. Cela ne suffit pourtant pas. En France, le coup de grâce viendra s'il est prouvé que Roland Dumas s'est enrichi illégalement et l'a nié. Et en Autriche, l'ancien chancelier Kurt Waldheim a dû se retirer non pour avoir appartenu à l'ex-parti nazi, mais pour s'en être caché. L'affaire Lewinski reste l'exemple le plus pur de la tragi-comédie qui s'est exclusivement jouée sur le terrain de la représentation. Bill Clinton a eu des relations sexuelles avec une stagiaire, puis il a menti sur ce point. Il est d'abord condamné à la peine suprême, s'expliquer à la télévision. Jusque-là, seuls ses pairs, la classe politique, médiatique et judiciaire, ont mené la danse. Les uns l'ont dénoncé et accusé, d'autres l'ont défendu, mais tout a eu lieu dans le huis clos du monde de la communication. Aucune banderole ne s'est déployée, aucune mobilisation citoyenne ne s'est formée spontanément, dans un sens ou dans l'autre. Faute de réaction du peuple réel, on a fait alors lever le peuple virtuel. En avant, les sondages. Chaque Américain isolé s'est transformé en un pourcentage destiné à soutenir ou non le président.

Loin d'éliminer l'opacité, cette quête de la transparence absolue la potentialise, créant des zones entières d'ombre et d'incompréhension. La presse révèle des affaires comme elle ne l'a sans doute

jamais fait dans le passé. Tant mieux. Les lecteurs sont certainement informés sur leurs dirigeants mieux que jamais. Le paradoxe reste qu'ils semblent n'en ressentir aucune satisfaction. Loin d'être repus lorsque de nouvelles révélations sont servies, ils font la moue et crient encore plus fort qu'on leur cache tout. Il s'est enclenché là une spirale d'impuissance et de frustration. Plus la presse brandit sa lumière, plus le reste du monde se plaint de l'obscurité. Dans les rédactions, le scandale dans les scandales éclate généralement lorsqu'un responsable «met son nez» dans les dossiers. Dans toutes les rédactions du monde, il y a eu un jour l'«ami» d'un directeur qui a appelé, pour lui demander comme un service d'être épargné dans le cadre d'une enquête. Cela arrive, mais sans doute bien plus rarement que ne l'imaginent les lecteurs. Ce qu'ils ne peuvent en revanche mesurer est l'indignation absolue que ces pressions déclenchent à l'intérieur d'une rédaction : hurlements contre la censure, menaces de grèves diverses ou de démission. Le climat autour de ces dossiers est devenu si volatil que le secteur « affaires » est désormais un casse-tête pour beaucoup de chefs de service. Si ceux-ci jugent un article incompréhensible, un dossier mineur ou une enquête mal ficelée, ils auront beaucoup de mal à convaincre leurs journalistes de leur sincérité. Ils seront généralement soupçonnés (avec plus ou moins de bonne foi) de vouloir étouffer l'enquête.

Pour leur malheur, les grincheux sont faciles à éconduire. Face aux accusations, les journalistes peuvent le front haut protester de leur bonne volonté. Ils publient généralement ce qu'ils savent, enquêtent comme ils peuvent. Ils brandissent les documents, les dates. Tant qu'ils galoperont dans la même course à la transparence, les râleurs et les sceptiques se condamneront eux aussi à s'épuiser derrière un leurre, un fantasme. Ils ne croient pourtant pas si bien dire, en parlant de ténèbres. L'intolérance à l'obscurité, loin de l'éliminer, produit ce monde d'opacité et de violence croissante, cette division entre le visible et l'invisible. Elle braque sur des hommes ou des régions un éclairage maximum, et les transforme dès lors en un spectacle tandis que la réalité reste dans l'ombre. Le sens des projecteurs indique au lecteur que la vraie vie se passe du côté du virtuel, tandis que la sienne propre lui apparaît de plus en plus vidée de sa réalité. Il aura des nouvelles du monde (rubrique «Étranger»), de son pays (rubrique «National»), de sa santé (rubrique «Médecine»), de son avenir le plus proche (rubrique «Emploi»), de ce qu'il doit faire pour être heureux (rubrique «Modes de vie»). En ce sens, la société du spectacle est celle de la séparation où chacun regarde le monde et sa propre vie comme une représentation à laquelle il est de plus en plus extérieur. Dans un univers que chacun ressent comme tout autre que lui, une forme particulière de violence s'est développée. Les sociologues vous expliqueront par exemple volontiers que les fameux jeunes-de-banlieue cassent systématiquement leur propre centre culturel ou la salle de sport offerte par la mairie tant ils se sentent hors de leur propre cité, exclus de leur propre vie. La notion d'« intégration», refrain incantatoire plus que réalité, est née de ce constat. Il manque néanmoins de chercheurs pour l'appliquer aux hommes et aux femmes qui, au nom du profit, détruisent l'environnement et le monde parce qu'ils le vivent aussi comme autre qu'eux-mêmes. Ce que ressentent les casseurs de banlieue ne ressemble certainement pas aux sentiments de l'entrepreneur ou du courtier en Bourse. Ils sont même radicalement opposés. Les uns et les autres se vivent pourtant dans une même séparation avec le réel, un exil où la destruction de ce qui les entoure est possible, parce que les uns comme les autres reconnaissent ne pas en faire partie. Dans notre société, l'individu est devenu cet étrange personnage qui se sent à la fois central et seul². Les autres ne sont pour lui que des seconds rôles, voire des figurants, l'environnement est un décor. Plus nous vivons dans la virtualité, moins nous nous sentons responsables de ce qui nous apparaît comme extérieur à nous. La société de l'individu croit que chacun, autonome et isolé, n'a plus que la communication pour entrer éventuellement en contact avec les autres et le monde. Au milieu de ces relations déchiquetées, cette société affirme aujourd'hui sur un ton d'angoisse vouloir «recréer du lien».

Com-mu-ni-quons, nous y revoilà. Comme une caricature, Internet affirme être la dernière nouveauté grâce à laquelle chacun va maintenant pouvoir annoncer au monde qu'il existe et se relier au «village mondial». Cette unification est pourtant condamnée, comme les autres, à se faire sous la forme de l'éternellement séparé. Plus nous sommes en contact avec le monde virtuel, plus nous nous éloignons des lieux réels, concrets où nous pourrions prétendre à une certaine force d'intervention.

La critique spectaculaire du spectacle et ses limites

Le monde de la communication raffole par-dessus tout d'une chose : la critique. Celle-ci est encouragée, choyée, placée aux heures de grande écoute, surtout si elle est radicalement contestataire. Rares sont aujourd'hui les chaînes de télévision qui n'ont pas inscrit dans leur programme une émission satirique ou «décryptant» leur propre fonctionnement. Les journaux publient régulièrement des points de vue ou des articles mettant violemment en cause le système des médias, eux-mêmes compris. Sur les stations radios, des tentatives similaires sont expérimentées, détournant les autres émissions. Dans ce registre du satirique et de la critique, ces pastiches du jeu médiatique ont supplanté les parodies traditionnelles, qui raillaient généralement le monde politique et artistique. On s'y gausse autant de l'interviewer que de l'interviewé, des questions que des réponses, bref de la mise en scène. Ce glissement consacre, si besoin en était encore, le fait que le ministre ou la vedette ne monopolise plus désormais l'incarnation de l'exercice du pouvoir ou de la culture. Cette place est aussi occupée par les journalistes. Même dans le rire, le réel a désormais moins de place que sa représentation.

Cette nouvelle donne a une particularité. Dans le champ politique, par exemple, jamais les élus ne se sont chargés eux-mêmes de singer leur fonctionnement. Et les partis politiques n'organisent aucune pantalonade sur le financement des campagnes électorales ou les tractations autour d'un vote de loi. Les rôles sont clairement distincts, répartis sans ambiguïté : d'un côté, les sérieux, les vrais ; de l'autre, la parodie, les faux nez. Chacun sait où il est, d'où il parle. Dans le champ médiatique, en revanche, on a pour la première fois cumulé les deux genres, fondu dans une même structure la représentation et son décryptage. En se laissant intégrer dans ce système, la critique se cantonne à devenir à son tour un des éléments du show, un des actes de la pièce, à n'être en somme que la critique spectaculaire du spectacle, pour citer à nouveau Guy Debord. Selon lui, cette «contestation» dépasse d'ailleurs largement le cadre strictement médiatique. Elle touche les partis politiques et les syndicats qui acceptent de jouer le jeu et s'impose comme un des éléments indispensables au bon fonctionnement du système. S'il faut en choisir un symbole, ce sera forcément les « Guignols ». À tout seigneur, tout honneur. Leurs fantastiques marionnettes expliquent chaque jour avec une clarté et une drôlerie que doivent leur envier les militants les plus radicaux, comment le néolibéralisme exploite son monde ou de quelle façon communique le monde de la communication. Sitôt la rigolade finie, une bonne partie de leurs téléspectateurs se ruera sur sa télécommande. Il ne s'agit pas de rater pour autant le début du journal de 20 heures. Loin de s'affoler de cette promiscuité, les programmeurs de TF1 ou France 2 ont légèrement décalé les titres du JT, afin que chacun profite tout à la fois de l'original et de son piratage. Les critiques les plus violentes n'ont ainsi provoqué ni la prise du palais Brongniart, ni celle de TF1. Au contraire, joyeux miracle du néolibéralisme, les membres réels de la World Company (pour reprendre l'expression des Guignols) encaissent les bénéfices spectaculaires de la World Company virtuelle.

Au lieu d'être déstabilisé, le système est conforté par la critique et la structure à son tour. Il s'installe là un système de va-et-vient, où l'un et l'autre se nourrissent mutuellement. Un même discours a forcément une portée différente, voire contradictoire, selon l'endroit d'où il est émis. En se plaçant sur le terrain de la communication, en acceptant ses règles pour siennes, le discours le plus radical ne sera ni subversif, ni dangereux. Quelques siècles avant Guy Debord, un certain Aristote affirmait déjà que toute mise en forme implique une mise en norme. Qui avalise l'une, avalise l'autre. Maintes fois, la victoire électorale de partis progressistes a déclenché une panique dans l'ancienne majorité conservatrice. Celle-ci s'est vite rassurée. Les nouveaux dirigeants, qui avaient respecté la forme, sont à chaque fois devenus les meilleurs gendarmes de la norme. Les créateurs des marionnettes n'ignorent

pas qu'ils s'adressent au même citoyen spectateur que le vrai «PPDA», par le même réseau et que leur prestation sera mesurée par le même Audimat. Le spectacle du 20 heures n'est pas menacé, juste réordonné. Regardez la représentation du monde, de votre vie, mais soyez rassurés ; pour le même prix et sans vous fatiguer davantage, vous avez droit aussi à assister à la critique.

Après l'élection présidentielle française de 1995, plusieurs études ont avancé que le candidat Chirac avait notamment dû sa victoire à ses prestations médiatiques, ou plus précisément à celles de sa marionnette des « Guignols de l'Info ». Paradoxalement, plus la critique spectaculaire tape fort, plus elle devient vaine. Entre coups de coudes et œillades, naît ainsi une complicité stérile avec le public, ce sentiment flatteur d'être entre petits malins, ceux à qui on ne la fait pas, cette image valorisante de l'homme éclairé. Et, tout bien pesé, si le monde doit opposer les arnaqueurs aux arnaqués, autant faire partie des premiers...

Face à la protestation, que rien ne peut empêcher, les puissants se sont toujours préoccupés de savoir comment la canaliser pour la rendre inopérante. Cette fois-ci, les tâtonnements et le fil des choses ont fait que la recette n'a pas l'air si mauvaise. Il serait pourtant ridicule de tenter de débusquer derrière ce fonctionnement un quelconque Big Brother qui, dans l'ombre, tirerait les ficelles de cette avalanche de pantins. À Canal Plus, certains animateurs et dirigeants, qui sont régulièrement la cible des marionnettes, ont été les premiers à protester contre l'émission. Des budgets de publicité ont été retirés après certaines blagues contre des grands patrons et les élus ont régulièrement des sueurs froides en allumant leur télé. Dans le cours des événements, les agencements hasardeux sont souvent bien plus efficaces que les manipulations et les comiques ou la télévision n'ont d'ailleurs pas le monopole de la critique spectaculaire du spectacle.

Des contestations, menées par des intellectuels ou des journaux très sérieux et très radicaux, s'élèvent ainsi régulièrement pour contester le système médiatique. Certains dénoncent par exemple le fait que les micros se tendent toujours vers les mêmes interlocuteurs et que l'actualité se fait et se défait en vase clos. «Laissez nos amis parler à leur place, ou du moins à leurs côtés», demandent-ils, au nom d'une vision du monde différente. Pour nombre d'entre eux, ce système qu'ils dénoncent reste pourtant souvent l'objet de leur désir. En voulant le maîtriser eux aussi, ou du moins y participer, ceux-là choisissent d'ajourner le contenu de leur discours au bénéfice de la forme. Et le système est sauvé. Peut-on pour autant penser que le piège serait si puissant que la seule prise de parole depuis un média serait déjà se condamner à faire partie du spectacle ? Une critique de rupture reste possible, si elle s'assume comme minoritaire. Son objectif n'est pas de remplacer ou d'éliminer l'autre, d'absorber ou d'être absorbé. À aucun moment, elle ne vise la prise de pouvoir : sa revendication s'inscrit en dehors du cadre dans lequel elle s'exprime. Ce type d'engagement déclenche inmanquablement des ricanements, l'accusation d'être négatif ou infantile parce qu'il n'assumerait pas les « inévitables » compromis du pouvoir. L'ambition de tout avocat n'est pourtant pas de devenir ministre de la Justice et un groupe d'artistes d'avant-garde n'a pas pour vocation de diriger le Louvre. Une critique de rupture revendique des préoccupations radicalement différentes. Elle sort de la position de «Je regarde » pour permettre un «ça me regarde », dans une problématique commune à tous, journaliste ou public, qui se pose comme un défi, comme une convocation à l'acte. La contestation se vit comme une pratique, un véritable travail.

Le règne de l'opinion

Quand quelques amis se réunissent pour un dîner et que, par malheur, la conversation vient à rouler sur la politique, c'est bien le diable s'il n'y a pas assis à cette même table un convive plus ou moins de droite, un autre plus ou moins de gauche, un troisième qui fait la tête car, se revendiquant beaucoup plus à gauche, il se sent mal à l'aise. Celui qui boit le plus et ne croit en rien s'affiche nihiliste. Certainement, l'un d'eux fera un peu de provocation, mais on ne sait pas encore lequel. Et on parle, et on se fâche, et on s'agite et tout cela fait du bien à l'organisme.

Aujourd'hui, tout le monde a des idées, plein d'idées. La liberté passe par le fait que chacun peut avoir les siennes et les agiter à sa guise. Toutes les opinions se valent, méritent d'être représentées, récit ou contre-récit. Dans certains journaux, des petits sondages sont systématiquement publiés autour de chaque événement, réalisés auprès du public ou d'intellectuels. Il y a chaque fois une sorte de prouesse pour que toute la gamme des points de vue figure exactement dans les mêmes conditions techniques, aussi longs les uns que les autres, avec des titres de la même taille. L'interdiction des voitures à Paris, les massacres en Algérie, les trente-cinq heures, l'intervention au Kosovo, l'utilisation du collagène dans la chirurgie esthétique... Une émission de télévision fonctionnait ainsi en deux volets : les invités du premier soir étaient «pour» tandis que ceux du second étaient «contre». Groucho Marx écrivait comme une boutade : «Si le journal d'Anne Franck était un bon journal, il aurait publié l'opinion du SS.» La transparence vaut pour tout le monde, le système de la communication est celui de la symétrie parfaite et nulle turbulence ne doit venir la rompre. La caractéristique majeure de la société de communication n'aura pas été de produire une «pensée unique», mais bien au contraire de permettre toutes les pensées dans un monde unique.

Aucune pratique ne viendra en effet différencier ceux qui peuvent se disputer si fort autour d'une table. Leurs désirs, leurs vies, leurs actions sont les mêmes. Il n'y a, dans ce constat, aucun jugement moral, ni même ce soupir las qui ponctue certaines conversations de comptoir : les gens ne sont pas conséquents avec ce qu'ils défendent. La séparation entre la théorie et la pratique s'efface derrière celle, bien plus complexe, entre l'individu et le monde. Chacun va tantôt approuver, tantôt critiquer ce qui se déroule devant ses yeux mais, sincèrement, nul ne voit comment il pourrait y changer ou y faire quelque chose. En créant cet univers de pur spectacle, qui fonctionne en vase clos, éloigné de la réalité, la société de communication a instauré cette suprématie du virtuel, où nous avons l'impression de ne plus avoir prise. Tout y est devenu possible, assure-t-on. Tout est possible, mais rien n'est réel ; alors que le réel est justement ce qui dit : tout n'est pas possible. Cette promesse de toute-puissance a fini par entraîner l'impuissance.

La description de l'habitant du monde de la communication correspond étonnamment, point par point, à celle que la psychopathologie fait du dépressif^a. Ainsi se félicite-t-on régulièrement du fait que le système de la communication a raccourci les distances, les gomme même. Le temps aussi se rétrécit, on sait tout plus vite, on traite tout plus vite. La dépression névrotique se manifeste exactement par les mêmes symptômes, cette impression que le monde est devenu trop petit, trop connu, sans plus nulle part où aller. Là aussi, apparaît cette sensation que le débit du temps ne peut plus être maîtrisé.

L'homme communicationnel se sent investi d'une lucidité à toute épreuve, de même que tout patient dépressif se présente comme omniscient. L'un comme l'autre ont la sensation d'être incroyablement informés des tenants et aboutissants de la vie. Le dépressif est un être informe, mais qui sait. Il connaît toutes les ruses, tous les arguments qu'on pourrait avancer pour ébranler ses tristes certitudes.

En lui, le cône d'ombre du doute a disparu. Plus rien ne peut le surprendre, il ne sent plus aucune curiosité. Il sort de la dépression au moment exact où en ouvrant la bouche, sans faire attention, il avale une incertitude. En acceptant l'existence du doute, de cet ailleurs qui ne lui est pas immédiatement connu ou connaissable, le désir réapparaît.

L'homme communicant est le jumeau du dépressif. À quoi bon bouger puisque les ailleurs ne sont pas forcément ailleurs? À quoi bon faire quelque chose puisque rien ne peut changer ? Il finit lui aussi par se figer dans l'immobilité absolue.

Le signal d'alarme

Dénoncer l'inacceptable ?

Dans notre société de communication, une idée très répandue voudrait que les horreurs, les massacres, les injustices graves fussent possibles dans le passé parce que les gens n'en savaient pas assez sur ce qui se passait autour d'eux². La presse aujourd'hui continue à fonctionner dans ce mythe de l'information qui libère, de sa force émancipatrice ou éducationnelle. Face aux critiques qui l'assaillent de plus en plus violemment, cette croyance reste un des derniers refuges de sa dignité, un de ses espoirs de salut qui lui permet de parler de liberté et d'affirmer qu'elle tient sa place.

Certes, tout ne fonctionne pas pour le mieux dans les médias, argumentent régulièrement les journalistes. Mais en montrant, en dévoilant, nous participons à ce grand mouvement citoyen où les méchants finissent par être punis et les injustices réparées. Cette conviction s'ancre fortement dans l'impératif de transparence qui domine notre société. Si la presse veut et doit savoir, si elle pose cette exigence en pivot de tout son travail, c'est surtout parce qu'elle reste profondément convaincue que la connaissance des choses va forcément déclencher une réaction.

Cette foi permet aux journalistes de croire eux-mêmes, et malgré tout, dans l'idéologie de la communication. Dans les salles de rédaction, on s'interroge d'ailleurs souvent et avec gravité pour savoir comment présenter une situation afin que l'opinion mesure enfin l'importance, voire la centralité, des informations que l'on souhaite publier. La parution d'un nouveau rapport sur la pollution, les prémisses d'une guerre, la survie de la planète donnent lieu à de multiples tractations, pour décider quelles balises allumer, quelle taille donner au titre, quels mots employer afin de réveiller la planète et provoquer l'effet d'un signal d'alarme.

Il ne s'agit pas là d'un phénomène à prendre à la légère. Au contraire, il s'inscrit peut-être dans l'un des rares espaces de réelle sincérité entre le journaliste et tout citoyen qui s'inquiète du devenir de la société ou du monde. Pour les uns et les autres, il se joue là quelque chose d'intime et de profond, une question nichée au creux de la conscience. Dans chaque situation à laquelle il est confronté, le journaliste va tenter de déceler ces indices qui lui indiqueront qu'un point de non-retour est désormais atteint. De son côté, en écoutant ensuite les informations, le public va à son tour tenter de distinguer ces lumières, qui pourraient lui annoncer que «dorénavant, ce n'est plus comme hier». L'auditeur écoute, se demande si le jour n'est pas arrivé, si cette fameuse goutte d'eau ne serait pas justement en train de tomber, exigeant désormais qu'il réagisse. Avec un sérieux teinté parfois d'une certaine angoisse, il dévorera les journaux en cherchant cette seule information : celle qui lui dira avec certitude que l'on est « officiellement » dans l'inacceptable.

Cette croyance a créé un rapport à l'information de plus en plus irrationnel, révélant deux types d'attitudes extrêmes, opposées en apparence mais qui reviennent au même. D'un côté, une partie du public veut toujours davantage d'informations. Ceux-là ne décrochent jamais, branchés en continu sur les sources d'informations disponibles, taraudés par le sentiment que, s'ils éteignent le poste, ils risquent d'être largués dans un monde de plus en plus menaçant-complicqué-rapide. À l'inverse, d'autres ont tout à fait lâché prise, avec la claire sensation d'avoir raté le début du film : les nouvelles relèvent désormais d'un monde tout aussi menaçant-complicqué-rapide, mais qui ne les regarde pas ou plus. Le timbre d'une radio provoque même une sorte de rejet. Si les premiers restent sur un qui-vive

permanent, craignant de rater le «signal d'alarme», les seconds en revanche ont l'impression de l'entendre perpétuellement carillonner à leurs oreilles, à tort et à travers. Ils ressentent une sorte de saturation face à une presse qu'ils vivent dans la surenchère permanente, donnant le tocsin à la moindre alerte.

Les journaux oscillent d'ailleurs exactement autour du même axe. Certains ont tendance à alléger de plus en plus leurs pages d'actualité traditionnelles au profit de ce qui a été baptisé « magazine », ou « light », c'est-à-dire la culture des petits pois ou l'engouement pour les jeux vidéos. Considérés comme trop arides ou trop graves, certains dossiers vont être volontairement sous-traités, sous prétexte qu'ils dépriment le lecteur. À l'inverse, d'autres vont se lancer dans l'information en continu, toujours plus de nouvelles et toujours plus fraîches, diffusant des «news» en boucle et à toute heure.

Ce processus du signal d'alarme fonctionne en général en mobilisant des images et des situations d'un passé plus ou moins récent, et joue sur la mémoire. Dans la culture européenne, la Seconde Guerre mondiale reste évidemment le point de référence central. Sur la question des émigrés, un lecteur se demandera par exemple si nous ne sommes pas « déjà » dans un état comparable au fascisme. Devant l'excès de langage d'un nazillon local, un autre s'interrogera si cela n'ouvre pas la porte à Auschwitz¹⁰. Toute nouvelle tentative de fichage de la population déclenche immanquablement des comparaisons avec les recensements imposés par les forces hitlériennes.

Certains mots, comme «déportation», «fichier» ou «délation», ont ainsi pour fonction de constituer des signaux d'alarme univoques. Si ce qu'ils désignent venait à se concrétiser, la croyance générale est que les fils du quotidien ne pourraient alors que se rompre. Une sorte de chant des partisans viendrait rappeler aux hommes de bonne volonté que désormais ils seront comptables devant leurs enfants de leur attitude. C'est le fameux : «Qu'as-tu fait entre 1939 et 1945, grand-père ?» Aujourd'hui, chacun sait que, durant cette période, ceux qui se sont engagés en France ont bien dû se passer de signal d'alarme. Ils ont parié sur une posture de résistance qui n'était pas consensuelle et dont les appels partirent surtout de secteurs minoritaires de la société. Forts de cette expérience, nous pensons que nous ferions mieux qu'hier, que nous sommes désormais avertis et que nous saurons entendre. Rien n'est évidemment plus illusoire.

La dynamique entre information et réaction obéit-elle, en effet, à un véritable rapport de cause à effet ? Ou s'agit-il de deux processus, qui s'entrecroisent et se télescopent parfois, mais sans relations directes ? Existe-t-il, par ailleurs, une masse critique d'informations à partir de laquelle les gens réagissent ? Atteint un certain point, une phrase ou un article résonne-t-il soudain comme un véritable signal d'alarme, un clairon démocratique capable de produire un effet de cristallisation ?

Oradour-Kosovo, et retour

Au cours de l'été 1999, alors que la situation au Kosovo n'était toujours pas apaisée, on a commémoré en France une nouvelle fois le massacre d'Oradour-sur-Glane, où 642 personnes furent massacrées par des soldats SS, allemands et français, le 10 juin 1944. Un village rayé de la carte, ses habitants exterminés alors même que les forces alliées avaient commencé à libérer le territoire. Visitant le site quelques semaines après le drame, le général de Gaulle demanda que les ruines soient conservées en l'état afin que chacun se souvienne. C'est le cas : Oradour reste un des phares dans la mémoire française et, cinquante-cinq ans plus tard, le président de la République Jacques Chirac est venu très médiatiquement s'y recueillir. Mais, comme les émigrés de l'Ancien Régime, revenant en France en 1814, nous n'avons rien oublié, ni n'avons rien appris.

Aujourd'hui, en lisant en parallèle les témoignages des rescapés d'Oradour en 1944 et ceux des survivants kosovars en 1999, la même pièce semble se rejouer à un demi-siècle de distance. Il y a là une similarité absolue dans l'horreur, non seulement dans le déroulé mais geste par geste, mot par mot, si bien que gommant les noms et les dates, on pourrait confondre les uns avec les autres. Robert Hébras, survivant du massacre français, se souvient ainsi du début de l'opération : « Depuis le pont, plusieurs soldats commencèrent l'encerclement du bourg. Pendant ce temps, des chenillettes chargées d'hommes en tenue de combat traversèrent le village et s'arrêtèrent à la sortie nord. Tous les soldats SS descendus des véhicules se déployèrent hors du bourg pour compléter la phase d'encerclement, hormis deux qui descendirent la rue principale pour faire sortir tous les habitants de leurs maisons et les rassembler dans la rue. En quelques minutes, le bourg fut cerné, empêchant toute sortie. La première phase qui consistait à réunir la population sur le champ de foire et à empêcher toute évasion avait débuté¹. » « Environ six cents personnes sont rassemblées sur la place et des mitraillettes sont braquées sur nous. »

À Krushe Madhe, au Kosovo, village comptant à peu près le même nombre d'habitants qu'Oradour, Aziz raconte la journée du 29 mars 1999 : «Le village a été encerclé et les militaires serbes sont venus dans chaque maison pour nous faire sortir. Ils nous ont rassemblés sur la place². »

Retour à Oradour, cinquante-cinq ans plus tôt, 15 heures. «Quelques soldats vinrent nous séparer: les hommes d'un côté ; les femmes et les enfants de l'autre, raconte Robert Hébras. Un ordre fut donné et le groupe des femmes prit le chemin de la sortie du bourg. Elles furent conduites vers l'église. [...] Un officier nous demanda si nous détenions des armes. Nous fûmes répartis en six groupes inégaux, qui furent conduits dans des directions différentes. Mon groupe était de loin le plus important. Un des soldats qui nous encadraient nous ordonna de rentrer dans la grange Laudy. Deux soldats ont balayé l'entrée de la grange et installé des mitrailleuses. »

Comme en écho, à Krushe Madhe, Aziz poursuit: «Ils ont séparé les hommes des femmes. Ils cherchaient les armes, nous ont-ils dit. Ensuite, nous avons dû mettre les mains derrière la tête et nous avons été emmenés jusqu'à une étable, à la sortie du village. »

Dans la grange Laudy, à 16 heures, les hommes d'Oradour entendent une explosion, probablement une grenade. «À ce signal, les soldats allongés derrière les mitrailleuses ajustèrent leur position et tirèrent», écrit Robert Hébras. «Dans un vacarme assourdissant et une odeur de poudre, tous les hommes tombèrent les uns sur les autres. [...] Je restais figé comme mort. J'entendis des pas. C'étaient ceux des soldats qui montaient sur nos corps pour achever les survivants. Puis on nous couvrit de foin

et de fagots et le feu fut allumé. Le massacre terminé, une chasse à l'homme fut organisée. Tout témoin était systématiquement abattu sans procès. Il fut découvert des corps un peu partout dans le village. »

Après deux heures d'attente dans l'étable de Krushe-Vogel, Aziz entend un soldat serbe qui en réprimande un autre : « Il lui a dit : « Tu es en retard, dépêche-toi. Tu dois le faire. » L'autre a répondu qu'il n'y avait pas de quoi s'inquiéter, il ne lui faudrait pas plus de deux minutes. Il s'est mis à tirer avec une mitraillette. Ensuite, d'autres ont fait le tour pour achever ceux qui bougeaient. Le feu a été mis tout de suite après. « Juste à côté, dans le village voisin, les femmes du Kosovo sont également rassemblées vers le lieu saint, la mosquée. Qui entre aujourd'hui à Krushe-Vogel reste frappé par la destruction minutieuse de chaque bâtisse. Il n'y a pas un mur debout, pas une pierre qui n'ait été noircie par les flammes. Tout ce qui pouvait être volé l'a été et, dans les quelques voitures qui sont restées dans les cours vides, les autoradios et les couvertures de sièges ont été arrachés.

À nouveau, Robert Hébras : « Les SS ont procédé au pillage et ce qui est resté a été détruit avec un acharnement remarquable. C'est seulement après la mise à sac du bourg qu'ils ont mis le feu aux maisons. » Jusqu'aux beuveries de la nuit suivante, les histoires d'Oradour et de Krushe-Vogel se ressemblent : dans les deux cas, les soldats vont choisir une maison, pareillement confortable, pour passer la nuit et la laisseront au petit jour, jonchée de bouteilles d'alcool vides. Quelques jours plus tard, dans les deux bourgs, de nouvelles troupes viendront creuser des fosses et allumer d'autres feux pour tenter de faire disparaître le plus grand nombre possible de cadavres.

En comparant ces deux témoignages, il ne s'agit en rien d'établir un parallèle entre le régime de Slobodan Milosevic et celui d'Adolf Hitler, ni même de confondre la France de 1944 et le Kosovo de 1999. On peut en revanche relever que la barbarie en Europe est condamnée à la répétition et répond à une combinatoire restreinte de modes opératoires, si bien que les mêmes scènes se répètent sans cesse à travers les années. En France, il ne doit pas y avoir grand-monde qui ignore aujourd'hui ce qui s'est passé à Oradour. Le nom du village est même imprimé dans nos esprits comme le symbole de ce qui ne doit plus se reproduire. Tout le drame est connu, enseigné dans les écoles, référence absolue d'une période vers laquelle des regards inquiets restent tournés. Et depuis 1989, on dispose d'informations, plus ou moins complètes certes, sur l'oppression dont est victime la communauté albanaise du Kosovo. Qui peut dire qu'il ne sait pas ? Rien de tout cela n'a pourtant empêché qu'au Kosovo se reproduisent des massacres, non pas comparables mais exactement similaires, au choix de la grange près, à celui d'Oradour. Le savoir n'a pas évité la répétition. Une interaction existe bien entre ces deux niveaux, mais il faut bien constater que la connaissance ne garantit en rien une réaction sociale significative.

Cela vaut même dans un régime dictatorial : quand celui-ci prend fin, on se rend compte que l'information était là depuis toujours. Même dans les pays où la presse est extrêmement surveillée, il existe des manières détournées de faire passer les messages (sous couvert de commenter l'actualité internationale, par exemple, certains titres arrivent à distiller des nouvelles sur la situation intérieure). Cela est plus vrai encore à l'heure de la circulation mondiale de l'information, comme on l'a vu en Algérie.

En 1998, Amnesty International avait ceinturé son rapport sur la situation dans ce pays d'une bande noire affirmant : « Pour que personne ne puisse dire : nous ne savions pas. » Dans la presse française, quelques spécialistes de ce dossier ont rendu compte eux aussi régulièrement des atrocités qui ont jalonné ce conflit depuis qu'il a éclaté en 1992, malgré les menaces du gouvernement algérien et

parfois l'hostilité de leurs confrères. Des informations qui ont largement circulé en Algérie. De même, personne n'ignore que l'élection présidentielle de février 1999 a été marquée par une fraude massive, ni que les familles des milliers de disparus sont régulièrement empêchées de manifester par les forces de sécurité. Et pourtant, même parmi des spécialistes de ce dossier, la même lamentation, aujourd'hui encore, revient en boucle : «L'Algérie ? On ne sait pas très bien ce qui s'y passe. »

Tout cela ne veut évidemment pas dire que l'information ne joue aucun rôle, ou qu'elle s'oppose à l'action. Certains soutiendront en effet qu'un engagement réclame avant tout une âme bien trempée et une sorte d'intuition céleste, qui distinguerait le bien du mal sans nul besoin d'autres références. Nous pensons à l'inverse que les enquêtes des organisations de défense des droits de l'homme ou de journalistes sont fondamentales. Par leur courage, leur travail, ils vont fournir des indications indispensables pour se repérer et agir dans des situations concrètes. Leurs informations sont une condition nécessaire pour l'engagement de chacun. Nécessaire mais passuffisante.

Car ces deux concepts ont une fâcheuse tendance à tromper leur monde. Dans l'Éducation nationale, le pari des progressistes après la guerre avait été d'élever les générations montantes sous l'oriflamme de la liberté. Mais leurs bonnes volontés ont fini par s'émousser face à la répétition de ce qu'on avait cru n'être « plus jamais ». Déçus de constater que l'éducation n'était pas suffisante pour créer un monde d'hommes libres, certains ont pu déclarer qu'elle serait dorénavant non nécessaire. Pourtant, toute éthique de la liberté exige qu'on puisse tenir bon sur la construction du nécessaire, même s'il ne sera jamais suffisant. Le «suffisant», de toute façon, n'a aucune chance d'exister sans une construction préalable du nécessaire.

Paradoxalement, cette réalité que la presse elle-même tente souvent d'éluder, la sort du dilemme absurde dans laquelle elle s'enferme souvent : y a-t-il ou non manipulation de l'opinion publique par les médias ? À partir du moment où une information ne peut suffire à provoquer une réaction dans un sens ou dans l'autre, les mises en scène ne convainquent plus que ceux qui veulent bien y croire.

Sur le fil du quotidien

Pendant la dictature en Argentine, dans les années soixante-dix, l'objectif du régime était double. La répression devait rester cachée (« disparitions », centres de torture clandestins), mais il fallait surtout que tout le monde sente un climat d'horreur total. Ainsi, tout en niant la répression, les journaux officiels rendaient compte de l'apparition de cadavres mutilés, dont chacun savait d'où ils venaient. De même, un soir, à l'obélisque, en plein centre de Buenos Aires, devant des milliers de témoins, deux voitures s'arrêtèrent. En descendit un jeune homme nu, que des militaires attachèrent au monument. Puis ils le fusillèrent en public. On pourrait penser que face à ces événements, une large majorité d'Argentins aurait considéré que le « signal d'alarme » avait sonné. Ce ne fut pas le cas. Nous ne cesserons pas d'être étonnés par la capacité de reconstruction permanente de ce « fil du quotidien ». Là aussi, le mécanisme est universel.

Un homme marche dans la rue avec ses préoccupations, ses joies, ses peines et cette crise économique qui enveloppe toujours les situations extrêmes, monopolisant les soucis de chacun. Ce citoyen-là a dans la tête ses préoccupations de loyers, les soins qu'il ne pourra pas payer à sa mère et peut-être aussi les explications que lui demandera son épouse à propos des coups de téléphone insistants qu'une certaine femme n'arrête pas de donner. À ce moment-là, deux Ford Falcon s'arrêtent brusquement. Six personnes armées en descendent et attrapent une jeune femme qui marchait juste devant lui. Il l'avait justement remarquée parce qu'elle était belle et que sa démarche lui avait semblé gaie. La scène va être si rapide, qu'avec un peu de bonne volonté, on pourrait même douter de sa réalité. Mais à peine les Ford Falcon disparues dans la circulation, l'Argentin se trouvera entraîné de penser : « Cela doit être pour quelque chose. » Ou bien : « Elle devait être mêlée à une histoire. » Il ressentira sans doute un certain mal-être, des brûlures d'estomac, peut-être de l'insomnie, si on l'invite un jour à signer quelque pétition. Mais lui, pense-t-il, est « réglo ». Cette situation est horrible mais « cela doit être pour quelque chose ». Si en arrivant chez lui, son épouse lui dit que cette femme-là a encore téléphoné deux fois, la disparue aura vite fait de disparaître aussi de sa conscience.

« Cela doit être pour quelque chose. » La phrase vaut plus qu'une prière. Elle résonne comme une formule magique qui permet au gré de chacun de refermer cette porte de l'enfer lorsqu'elle s'entrebâille devant ses yeux. Aujourd'hui, les Argentins sont peut-être prêts à réagir devant des Ford Falcon qui s'arrêtent dans un crissement de frein. Face aux « gamines » de la rue, face à la privatisation des hôpitaux, face à la misère, il se dira en revanche : « Cela doit être pour quelque chose. » La « chose » est aujourd'hui forcément différente, ce qui la rend confuse, difficile à appréhender. Les événements que nous vivons ont forcément un caractère « complexe ». En France, en Belgique, en Allemagne, partout en Europe, les autorités ont mis en place depuis des années les fameux charters pour les expulsions d'étrangers en situation irrégulière. Petit à petit, la population a su – ou du moins ceux qui ont voulu le savoir – qu'il existe dans certains pays des camps de rétention où des clandestins sont emprisonnés jusqu'à leur reconduite à la frontière.

Une fois encore, la presse a informé, nous sommes au courant que les « retenus » sont attachés, bâillonnés, tabassés, quand ils refusent de se laisser expulser tranquillement. Certains en sont même morts, cela a été largement publié.

Dans leur multiplicité, les journaux témoignent de tout ce que les différents secteurs de la société pensent, veulent ou vivent. Certains titres justifient cette politique, d'autres la voient d'un œil un peu critique, les plus contestataires la jugent mauvaise et une myriade d'organes de presse plus marginaux

considère que le seuil de l'admissible est en l'espèce largement dépassé. Face à la brutalité de ces actes comme devant les vagues de licenciements dans des entreprises en bonne santé, la plupart des Européens savent. Certains ont même lu dans leur journal que l'heure de la barbarie a déjà sonné. Mais, les expulsions, «ça doit être pour quelque chose», un «quelque chose • qui cette fois renvoie vaguement à une raison supérieure économique, à une inévitable nature historique, à l'horizon indépassable de notre monde néolibéral.

Comme cet homme dans les rues de Buenos Aires qui se désolait mais pensait sincèrement que l'enlèvement de la jeune fille avait une explication quelconque, les Français ne seront pas toujours d'accord entre eux sur les raisons qu'ils soupçonnent. Mais le fil du quotidien sera rétabli, parce que demeure la certitude qu'il n'y a point d'irrationnel là-dedans. La conviction que ces événements répondent à un motif quelconque est fondamentale dans l'absence de réaction d'un témoin face à l'irruption d'un réel réputé en principe inacceptable. Il n'approuve pas nécessairement, il peut même se sentir en radical désaccord. Ce n'est pas le contenu de la raison évoquée qui va rétablir le fil du quotidien, mais le fait même de soupçonner son existence, créant une impression de cohérence solide et étanche. Croire que ce que nous traversons correspond à une logique supérieure, même obscure ou détestée, suffit à nous le rendre vivable.

On peut comprendre facilement comment ce mécanisme peut justifier ce que d'aucuns qualifieront de lâcheté, pour désigner l'attitude de ces citoyens honnêtes qui ne réagissent pas à la barbarie. Il est plus difficile d'admettre qu'elle vaut aussi parfois pour ceux qui s'indignent de cette indifférence. Ainsi ces militants convaincus qui voient dans la «mondialisation» la cause profonde de toutes les misères du monde, des guerres ethniques au chômage et à la montée du Front national: une conviction finalement rassurante et qui conduit paradoxalement, derrière un discours radical régulièrement entretenu, à s'accommoder de ce monde tel qu'il va, puisqu'on sera toujours impuissant devant la puissance de la mondialisation.

Dans ses écrits de prison, Gramsci aborde par un autre biais le mythe d'un savoir, d'une information enfin suffisante pour déclencher un engagement, un changement. Il imagine une conversation entre un intellectuel laïc et un paysan. Dans un assaut théorique, le premier s'ingénie à démontrer au second l'impossibilité de l'existence de Dieu. Au bout d'un moment, le paysan ne trouve plus aucun argument à opposer à l'intellectuel et pourtant, il ne doute pas un seul instant. Il n'est ni sot, ni têtue, mais pense que s'il ne connaît pas la réponse, le curé, lui, la connaît. Et si le curé ne la connaît pas, il y aura certainement un évêque qui la connaît. Cette évocation un peu libre de Gramsci montre que tout savoir peut devenir aussi bien critique que nouvelle information. Ici, les connaissances ne s'opposent pas aux connaissances, ni l'enquête à la contre-enquête. Il suffit d'évoquer tacitement dans sa tête un principe d'autorité pour que naisse un effet de vérité. De la même façon, si un rationaliste se trouve face à l'évidence d'un phénomène «surnaturel», sa croyance en la science ne sera pas ébranlée parce qu'il ne trouve pas de réponse cartésienne à lui opposer. Comme le paysan de Gramsci, il pensera qu'un chercheur du CNRS ou un prix Nobel connaît, lui, la solution. La cohérence est, encore et toujours, une question de croyance. Le vrai obscurantisme ne réside pas dans l'une ou l'autre d'entre elles, mais dans cette substitution du questionnement.

C'est sur les médias et ce à quoi ils donnent existence que se fonde aujourd'hui largement ce principe d'autorité. Très souvent, en écoutant aux «informations» ce qui se passe chez les autres, on se demande, avec plus ou moins de bonne foi, pourquoi tel peuple s'est laissé exterminer ou pourquoi telle personne tolère certaines réalités. À leur place, pensons-nous, nous ne l'aurions pas accepté et

chacun se découvre soudain des trésors de lucidité et d'énergie.

Mais dans ces cas-là, nous nous plaçons en spectateur face à l'événement, oubliant que l'insupportable en soi n'existe pas : le fil du quotidien est suffisamment résistant pour éviter toute rupture. La réalité peut devenir dure, inquiétante, mais la déchirure, ce moment dans lequel il faut s'engager ou non, n'est jamais repérable par un signe envoyé de l'extérieur. Ainsi, nous vivons avec les épidémies, la vieillesse, la mort, parce qu'elles nous semblent relever d'un ordre supérieur. Puis, soudain, certaines maladies, comme ce fut le cas pour le Sida, vont être déclarées «inacceptables». À un certain moment, elles passent du statut de fatalité à celui d'injustice. Ce n'est pas l'affaire d'une nouvelle de plus ou de moins, le résultat mécanique d'une somme d'éléments (dont l'information fait partie), mais d'un choix : nous décidons de remettre en cause une réalité, de ne plus la tolérer.

La même information produira des effets différents selon la position subjective des personnes ou des groupes qui vont la recevoir. Même sans disposer de toutes les données, une attitude peut se valider par analogie à des situations antérieures. Pour quelqu'un qui s'engage, il va plutôt se produire un «trou dans le savoir», à partir duquel celui-ci va se réordonner. Tout ce que chacun connaissait déjà va prendre un sens nouveau. C'est un pari intérieur, personnel, une hypothèse qui pose un point d'ancrage à un moment donné, même si elle s'écroule plus tard. Loin de se fonder sur le confort d'une certitude, ce choix relève d'un défi pour celui qui, immergé dans une situation, assume la décision d'agir.

Pour tous les commandos qui, au petit matin, s'apprêtent à se lancer dans l'action, le destin se joue à tout ou rien. Ils seront soit des terroristes, mis au ban de la société voire de l'humanité, soit des héros qui auront su assumer un geste libertaire. Dans tous les cas, ce que le résistant ne sait pas est le résultat de son pari dans lequel il joue pourtant sa vie.

En guise de conclusion

Au cœur des ténèbres

Comme Lady Di, comme les champions olympiques, comme les réfugiés rwandais, Dolly, la brebis clonée, est une vedette des médias. Sa naissance fut emmaillotée dans les plus beaux atours journalistiques. On donne les dates, les petites histoires, les rapports secrets. Déjà, autour du berceau, un petit monde intellectuel s'organise spontanément comme les tribunes d'un stade de football. Les uns, pour, et les autres, contre. Chacun son opinion, c'est la démocratie.

Sitôt publiée, chaque nouvelle jouit ipso facto d'un double statut : elle est saluée comme la plus incroyable, la plus folle, mais elle est rangée tout aussi vite dans le catalogue raisonné de l'explicable et du familier. Le lancement de l'euro, l'arrivée du Tour de France, la guerre en Bosnie ou l'engouement pour un jeu vidéo sont fondus exactement dans le même moule de fabrication, qui va transformer un événement en une information. Soumis à l'avis d'experts, commenté par un éditorial, incarné par un personnage, expliqué et jaugé à coups de statistiques et de chronologie, tout événement sera renvoyé à la longue liste de ce que nous avons déjà connu, classé dans le hit-parade des « dernières plus grandes catastrophes », des éprouvettes en folie ou des plus belles femmes du monde. Devenu image, extrait du réel, il pourra être interprété comme représentatif ou non de la dernière tendance de la société de communication.

Ce n'est pas la faute des journalistes, ils vous l'expliqueront. Eux informent, tentent de montrer et de faire comprendre. Face à Dolly, ils ne peuvent pas, plaident-ils, faire davantage que se renseigner - ou du moins essayer - sur les recherches d'un généticien anglais. Et plus généralement, ils ne peuvent que travailler le mieux possible, dans le minimum de temps : ils ne sont ni chercheurs, ni experts, du moins rarement, et ils s'adressent à un lecteur aussi peu spécialisé qu'eux. Que l'espèce humaine se permette de changer le mode de reproduction devrait représenter un véritable arrêt de la communication, un événement autour duquel une situation se réordonne. Mais le journaliste, parce qu'il croit faire son métier, va s'évertuer à transformer ce puits d'interrogations en un tas de certitudes. Il va combler avec de l'information superficielle ce qu'il ignore, cette véritable complexité qu'aucun savant ne maîtrise.

Ici se referme le piège du système de la communication. Par ce tour de passe-passe, les journaux construisent et présentent un monde qui apparaît comme le résultat d'un ensemble de stratégies, d'explications s'articulant les unes aux autres. Tout y est possible, même une planète de science-fiction où nous aurons bientôt un autre nous-mêmes à ranger dans l'armoire. Mais tout doit être explicable, transparent, offert au regard, les équations comme le reste. L'obscurité n'est pas supportable, parce qu'elle ne peut pas être représentée. Alors, si certaines données nous échappent, fissurant les convictions, l'idéologie de la communication y pourvoira: «Elles nous échappent parce qu'on nous les cache.» Le bon journal sera celui capable de dévoiler le maximum de ces rouages secrets, de forcer «ceux qui savent» à parler. Nous sommes là au cœur du système.

Rares sont pourtant ceux qui peuvent aujourd'hui comprendre la science ou l'économie. Elles sont devenues d'une complexité telle qu'elles échappent à la maîtrise : nous sommes, à l'échelle du temps, les premiers habitants d'une culture dont nous n'avons pas les clés. Nul ne possède plus la science ou l'économie, c'est même plutôt l'inverse, affirment les chercheurs. Les plus pointus parmi les génies des laboratoires ne connaissent chacun qu'un tout petit segment, des bribes techniques de l'ensemble.

Ils ne prétendent d'ailleurs pas en avoir le contrôle, de même que les économistes «sérieux» revendiquent ne pas dominer les mécanismes du néolibéralisme à l'échelle mondiale. Des mesures sont décidées à Washington, à Tokyo ou à Paris, mais mènent ensuite leur vie propre, s'organisent et se répondent entre elles, hors de tout contrôle.

Si les scientifiques sont donc les premiers à tenter de démentir les extrapolations, les politiques vont généralement tout faire pour conforter l'illusion d'une maîtrise imaginaire, affirmant qu'ils voient clairement vers où vogue la barque et que la situation est sous contrôle. Ils se posent en spécialistes universels de la complexité, tout en affirmant qu'ils ne peuvent être tenus personnellement pour responsables : il y a toujours, au-dessus, à côté, ailleurs, quelqu'un d'autre qui en sait davantage et maîtrise forcément mieux la stratégie.

L'économie ou la science ne sont certes pas sans lois, elles obéissent à des règles de fonctionnement. Là, les chercheurs en savent long. Mais ces lois ne sont pas porteuses de finalité, de sens. Ce n'est pas parce qu'on les applique qu'on impulse une finalité à une combinatoire. Le sens s'organise à l'intérieur d'elle-même, créant ses propres problèmes et ses propres solutions.

Il ne s'agit donc pas de poser le problème en termes faussement shakespeariens : informer ou ne pas informer, voilà la question. L'enjeu pour la presse se situe ailleurs : comment comprendre, pour pouvoir le dépasser, ce dispositif qui crée le monde de la représentation auquel nous sommes tous devenus extérieurs ? Ce problème ne peut être résolu de façon technique, pour les plus « radicaux » en désignant quelques « bons » coupables (grands médias ou grands patrons), ou pour les plus « professionnels » en décidant d'une nouvelle formule, d'une nouvelle grille, de l'ouverture de tribunes à ceux qui se plaignent de ne pas avoir assez la parole.

Pour les journalistes, la question n'est donc pas de faire autrement ou mieux. La ligne de rupture traverse certes la presse, mais elle ne s'y arrête pas : elle trace la frontière entre ceux qui s'accommodent du monde virtuel de la communication, et donc de la société néolibérale qui la produit, et ceux qui s'engagent dans une véritable alternative. Mais résister à la virtualisation ne consiste pas seulement à se « positionner » contre elle. Le journalisme doit opérer une révolution en son sein, comme celle qui a agité il y a quelques décennies le monde des historiens. Certains d'entre eux se sont battus, on l'a vu, pour briser la vision unidimensionnelle qui présentait les images des rois de France comme la seule façon possible de raconter l'histoire. Cette remise en cause ne fut nullement le résultat d'un développement de la science de l'histoire. Des chercheurs l'ont engagée pour s'opposer aux conséquences d'une telle démarche, pour rompre clairement avec un fonctionnement qui s'abîmait dans la représentation.

Aujourd'hui, une rupture de ce type est nécessaire pour résister à la domination écrasante du monde spectaculaire de la communication. Pour autant, il serait absurde de tracer dans les cieux un plan de bataille détaillée d'une presse «non communicante». Plus modestement, le journalisme se doit de rendre compte d'un monde multiple à des individus multiples, de parler de choses qui ne «représentent» rien, au sens propre du terme. Il doit s'ouvrir aux pratiques sociales concrètes de l'ensemble des citoyens, aux brèches d'un monde non utilitariste et non capitaliste. Pour cette société-ci, le «journalisme réel» d'aujourd'hui est parfait. Mais voulons-nous de cette société-ci ?

1Gilles DELEUZE et Félix GUATTARI, Mille plateaux, Minuit, Paris, 1980, p. 252.

2Eugène IONESCO, La Cantatrice chauve, Gallimard, Paris, 1990, p. 26.

[3](#) Guy DEBORD, *La Société du spectacle*, Gérard Lebovici, Paris, 1988, p. 13.

[4](#) Voir Philippe BRETON, *L'Utopie de la communication*, La Découverte, Paris, 1995

[5](#) Comme l'a bien montré Philippe BRETON, *L'Utopie de la communication*, *ibid.*

[6](#) Michel FOUCAULT, *Surveiller et punir*, Gallimard, Paris, 1989, p. 197.

[7](#) Miguel BENASAYAG, *Le Mythe de l'individu*, La Découverte, Paris, 1998.

[8](#) Voir sur ce point : Alain EHRENBERG, *La Fatigue d'être soi: dépression et société*, Odile Jacob, Paris, 1998.

[9](#) Philippe BRETON, *L'Utopie de la communication*, *op. cit.*

[10](#) Miguel BENASAYAG et Edith CHARLTON, *Critique du bonheur*, La Découverte, Paris, 1989, p. 26.

[11](#) Robert HÊBRAS, *Oradour-sur-Glane : le drame heure par heure*, Éditions CMD et Robert Hébras, Montreuil-Bellay, 1992.

[12](#) Témoignage recueillis au Kosovo par l'un des auteurs, en juin 1999.